

LAOS : LE PATHET LAO SUR LE CHEMIN DU POUVOIR

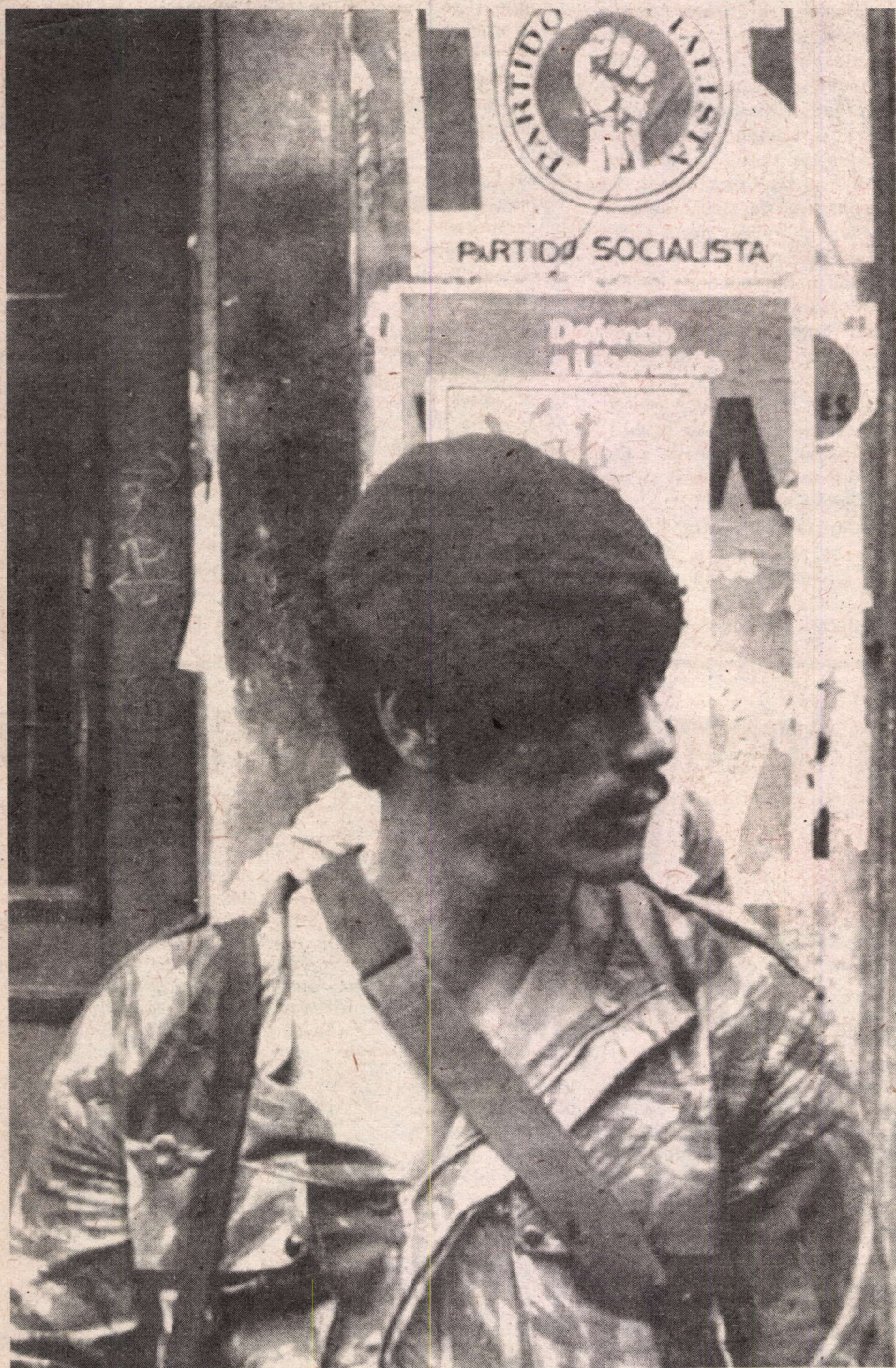
page 2

lutte **ouvrière**

chômage
inflation
vie chère
UN AN DE
REPUBLIQUE
GISCARDIENNE
page 20

Hebdomadaire — Paraît le samedi — N 351 - 24 mai 1975 — Prix : 2 F

PORTUGAL : LA CRISE



Militaire portugais gardant les locaux du journal socialiste Republica mis sous scellés.

Chausson
Usinor
Cégédur

LA MONTÉE DES GREVES

pages 14,15

la fête en images

pages 7 à 11

sommaire

► EN FRANCE

Page 5

— Marseille : une fois de plus la police mise en cause pour racisme.

Page 6

— Le malaise dans l'armée, vu par Bigeard.

Pages 7 à 11

— La fête de Lutte Ouvrière.

Page 12

— Giscard : un président bourgeois.

Page 13

— Snecma - Corbeil : la CFDT veut licencier des militants CGT.

Pages 14 et 15

— Allons-nous vers une grève générale ?

— Grève avec occupation chez Chausson (Asnières - Gennevilliers).

Page 16

— Hôpitaux parisiens : les spécialisés en lutte.

Page 20

— Abdel Krim Ben Lahoussine, candidat de Lutte Ouvrière dans la sixième circonscription de la Seine-Maritime.

— Le PCF, défenseur des libertés et de la propriété privée.

► DANS LE MONDE

Page 4

— Grande-Bretagne : faillite de la bourgeoisie ; mais la gauche travailliste amuse les travailleurs avec le référendum.

► DIVERS

Page 17

— Livres : Arménie 1915, un génocide exemplaire, de Jean-Marie Carzou.

— T... comme tiercé, de Claude Picant.

Page 19

— Cinéma : Les ordres, de Michel Brault.

Lutte ouvrière

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

L.I.T.O. - Département Offset-Press

4, ter, rue du Bouloi, Paris

Imprimé par Graphie-Press - Epinay

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

LA CRISE POLITIQUE AU PORTUGAL

MOINS d'un mois après les élections, la crise politique qui couvait depuis plusieurs semaines au Portugal est apparue au grand jour. Crise au sein même du Mouvement des Forces Armées et crise entre le MFA et le Parti Socialiste. Il s'agit au fond d'un seul et même problème, celui du pouvoir et des orientations qu'il peut prendre.

Les capitaines du MFA, après un an d'exercice du pouvoir en association avec les partis politiques, en arrivent à la conclusion qu'une démocratie de type parlementaire est quasiment impossible au Portugal. Pour vaincre l'immobilisme de la classe politique, pour opérer les réformes de structures nécessaires à un éventuel développement économique, pour sacrifier les intérêts privés de quelques bourgeois et des propriétaires fonciers sur l'autel des intérêts généraux de la bourgeoisie portugaise, le MFA a besoin de pouvoirs étendus.

Les élections du 25 avril ont amené à la Constituante une majorité d'hommes bourgeois modérés, les socialistes de Mario Soares et les bourgeois libéraux du Parti Populaire Démocratique. Ces hommes et ces partis sont extrêmement sensibles à la pression de la bourgeoisie. Ils n'entendent nullement gouverner contre elle, comme ils n'entendent nullement gouverner contre l'impérialisme, si celui-ci décide de ne plus tolérer l'expérience en cours au Portugal. Ils se proclament respectueux des règles de la démocratie parlementaire parce que ces règles les favorisent. Ils se disent de gauche et même socialistes. Mais si demain, dans le cadre d'une République parlementaire, la réaction politique et le poids de l'arriération économique du pays rendaient toute réforme impossible, Mario Soares et ses amis seraient prêts à s'incliner.

Les capitaines les plus radicaux des Forces Armées le savent bien. Pour se prémunir contre les conséquences d'un éventuel fonctionnement parlementaire, ils avaient, dès avant les élections, assuré leur participation au pouvoir par la création du Conseil Supérieur de la Révolution, par l'élaboration d'une plateforme d'entente soumise à tous les partis en lice, définissant les rapports du MFA avec la Constituante. La crise actuelle n'est que la poursuite de ce processus. Le MFA se dit écœuré par les querelles stériles des partis, leurs hésitations, leurs réticences. Il ne parle pas encore de dissolution autoritaire, mais il compte sur une « disparition naturelle des partis » et se préoccupe de mettre en place des organismes mixtes de pouvoir populaire, où se retrouveraient les militaires et le « peuple ».

Autrement dit, le MFA est prêt à se passer de la participation des partis au gouvernement. Ainsi le Parti Communiste, dont toute la politique depuis un an a été un alignement sans réserve sur le MFA, risque de se retrouver écarté lui aussi du gouvernement.

L'impossibilité du parlementarisme au Portugal, l'impossibilité de gouverner par l'intermédiaire du jeu des partis, pousse le MFA à gouverner d'une manière autoritaire. C'est inéluctable.

Au service de quelle politique ? D'une politique

radicale s'attaquant vigoureusement aux intérêts particuliers des bourgeois au nom de leur intérêt général pour moderniser le Portugal ? Et cela, quitte à se couper non seulement des milieux réactionnaires mais également des modérés, y compris au sein de l'armée ?

C'est ce que tendraient à prouver certaines déclarations radicales des leaders du MFA. Mais la valse hésitation du MFA à l'égard de Costa Gomez, représentant de la hiérarchie, grand ami de Spínola, qui est toujours président de la République malgré les attaques dont il avait été l'objet, tendrait à prouver que le MFA hésite à couper les ponts avec le milieu que représente Costa Gomez.

L'assemblée du MFA vient de décider d'épurer encore une fois l'armée, d'y créer des conseils de « dynamisation culturelle » et de la rééduquer. Ce sont des intentions. Elles risquent de se heurter à la majorité de la hiérarchie militaire. Tant que les militaires radicaux du MFA maintiennent une façade de démocratie et ménagent leurs liens avec la majorité « silencieuse » de l'armée, tout s'équilibre tant bien que mal. Mais les orientations actuelles prises par le MFA risquent de rencontrer l'opposition d'une partie croissante de l'état-major, non seulement parmi les réactionnaires mais même parmi les modérés. La crise politique au Portugal peut déboucher à tout moment sur un coup d'Etat militaire fomenté par la partie de l'armée adverse du MFA. Jamais le risque n'a été aussi grand.

Et jamais la classe ouvrière n'a été aussi peu préparée. Car jusqu'ici, tout ce qu'on lui a demandé, c'est de faire confiance au MFA, de se fier à lui pour sa sécurité et de lui apporter un soutien total dans ses projets politiques et économiques. Or le MFA risque demain d'être renversé par la partie réactionnaire de l'armée. Les hommes qui seront derrière ce putsch ne s'attaqueront pas qu'au MFA, ils s'attaqueront à toutes les forces organisées du mouvement ouvrier, pour reprendre ce qui a été acquis. Or les travailleurs sont sans armes, sans perspectives, sans même la conscience du danger qui pèse sur eux. La responsabilité du Parti Communiste dans ce domaine est écrasante. Car une autre politique aurait été possible. Si un pouvoir pouvait s'attaquer à la bourgeoisie, bousculer la démocratie parlementaire au nom de la démocratie ouvrière, c'est bien celui des ouvriers et des paysans, c'est bien la dictature du prolétariat qui seule pouvait désarmer l'armée, exproprier les propriétaires et les trusts et réduire la réaction. Au lieu de mettre à profit l'année écoulée pour armer politiquement, organisationnellement et matériellement le prolétariat, le Parti Communiste Portugais l'a entretenu d'illusions sur la démocratie, les capitaines, l'union du peuple et de l'armée et a répondu à ceux qui réclamaient des armes : « Non, ces armes sont entre les mains du MFA, elles sont dans de bonnes mains ».

Pourtant qui a les armes a le pouvoir. Et aujourd'hui les armes sont aux mains de l'armée. Si elle décide de les utiliser contre la classe ouvrière, comment les travailleurs se protégeront-ils ?

Arlette LAGUILLER.

La marche triomphale du PATHET-LAO

VERS QUEL AVENIR ?

Les forces du Pathet-Lao sont en train de s'emparer de tout le pays. Elles ont pénétré dans Savannakhet, la grande ville du sud, au milieu de la liesse populaire, si l'on en croit les journalistes présents. Elles sont attendues à Vientiane dans les jours sinon les heures qui viennent.

Du côté de la droite pro-américaine c'est, par contre, la débâcle. Un certain nombre de ministres et de chefs militaires se sont enfuis en Thaïlande où ils auraient, paraît-il, formé un gouvernement en exil. Bon nombre de fonctionnaires ont dû démissionner à la suite de manifestations d'étudiants. Jusqu'ici, à notre connaissance, il n'y a pas eu de tentative de résistance de la part de l'armée royale, c'est-à-dire des troupes sous le commandement de l'extrême-droite.

Il semble évident que la droite pro-américaine, à la suite de l'effondrement des régimes Lon Nol au Cambodge et Thieu au Vietnam, a pris conscience que les Etats-Unis étaient bien décidés à ne plus s'engager dans le Sud-Est asiatique. Et cette droite, quand elle s'est vue réduite à ses seules forces, a préféré céder sans combattre. C'est la sim-

ple confirmation de ce que l'on savait déjà, que sa force essentielle, unique même, venait de l'appui de l'impérialisme étranger.

Du coup la prise du pouvoir par le Pathet-Lao se fait dans un contexte politique différent de la prise du pouvoir par le FNL au Vietnam ou les Khmers rouges au Cambodge.

Dans les villes où elles pénètrent, les troupes du Pathet-Lao sont accueillies officiellement par les chefs militaires ou les fonctionnaires de droite, ceux du moins qui ne se sont pas enfuis. A Vientiane elles sont attendues « pour renforcer les troupes royales ». Officiellement aussi le Pathet-Lao reconnaît toujours l'autorité du gouvernement du prince Souvanna Phouma, gouvernement

dont il fait partie et qui est le fruit des accords de Vientiane en 1973 entre la droite, les neutralistes et le Pathet-Lao lui-même. En gros tout se passe au Laos comme si l'opération politique recherchée en vain pendant des mois au Cambodge et au Vietnam pour aboutir à un compromis entre les différentes parties en présence (pro-américains, nationalistes et troisième force) avait réussi.

Bien sûr la réalité du pouvoir, dans les moments qui viennent, doit appartenir au Pathet-Lao. Mais la manière dont se fait cette prise de pouvoir, le maintien en place des hommes, ou d'une bonne partie d'entre eux, qui choisissent pendant des années le camp américain, le fait que leurs troupes ne soient nullement disloquées, même si elles sont trop faibles pour s'opposer aujourd'hui à celle du Pathet-Lao, ne peut manquer d'avoir une influence sur l'évolution ultérieure du pays.

Aujourd'hui le Laos subit la même évolution que ses voisins du Vietnam ou du Cambodge. Mais il n'est pas dit que ces trois pays auront le même avenir.

Jacques MORAND.

EN Allemagne fédérale, les audiences du procès Baader-Meinhof viennent d'être suspendues, en raison de vices de procédure.

Au banc des accusés, Andréas Baader, Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, quatre intellectuels membres de la RAF (Fraction de l'Armée Rouge), groupe qui a revendiqué la paternité d'une longue liste d'attentats terroristes en Allemagne de l'Ouest.

Le cinquième membre de la direction du groupe, Holger Meins, incarcéré avec ses camarades, n'est pas au banc de l'accusation: il est mort en prison, en novembre 1974, après deux mois d'une grève de la faim qu'il avait entamée pour protester contre des conditions insupportables de détention.

Pour l'organisation de ce procès, le gouvernement de la République Fédérale n'a pas lésiné sur les moyens: les audiences ont lieu dans un bâtiment spécialement construit à cet effet, sans fenêtres, entouré d'un double mur d'enceinte de 2,60 mètres de haut et disposant sur son toit d'un système permettant d'intercepter des explosifs, qui pourraient être lancés d'avions en modèle réduit, et gardé par 500 policiers armés jusqu'aux dents. Le coût total de ce procès, qui risqué, paraît-il, de durer un an, est estimé à 16 millions de marks, soit environ 25 millions de francs.

De la part du gouvernement de la RFA, il y a manifestement, derrière cette mise en scène tapageuse et coûteuse, toute une opération politique. Il y a d'abord, sans doute, la volonté de satisfaire une certaine opinion publique, particulièrement réactionnaire.

Il y a aussi certainement la volonté, en dénonçant le « terrorisme d'extrême-gauche », d'essayer de jeter le discrédit sur tout ce qui se situe à la gauche de la social-démocratie et qui, en cette période de difficultés économiques et de chômage, pourrait offrir aux travailleurs d'autres perspectives que les Brandt et les Schmidt. L'ex-chancelier Willy Brandt, encore chef de file de la social-démocratie, vient d'ailleurs d'avoir le front de déclarer que Baader et ses compagnons sont « des alliés objectifs de la réaction ».

Les déclarations des sociaux-démocrates allemands, comme toute leur politique dans cette affaire, sont particulièrement scandaleuses. Car si de jeunes intellectuels ont sombré à ce point dans le désespoir qu'ils ne voient plus d'autre issue que dans le terrorisme individuel, à qui la faute, si ce n'est aux dirigeants d'organisations qui se réclament de la classe ouvrière, mais qui n'offrent à celle-ci aucune perspective? A qui la faute, si ce n'est aux Brandt et autres Schmidt qui, depuis l'effondrement du nazisme, ont employé tous leurs efforts à remettre la bourgeoisie allemande en selle et qui gèrent aujourd'hui la crise sur le dos des travailleurs?

Michelle VERDIER.

URSS : Condamnations de militants sionistes

Deux militants sionistes, condamnés le 31 mars dernier à cinq ans d'exil pour leur participation à une manifestation à Moscou, viennent d'être envoyés en Sibérie pour purger leur peine. Un colonel en retraite vient, lui, d'être cassé de son grade et privé de sa pension pour la simple raison qu'il avait demandé à émigrer en Israël.

Les dirigeants soviétiques reprochent aux militants sionistes leur opposition au régime, mais cette opposition est bel et bien entretenue, alimentée, attisée depuis des années par la politique même de la bureaucratie soviétique qui multiplie brimades imbéciles et sanctions odieuses à l'égard des Juifs.

C'est là une bien repoussante image que les dirigeants soviétiques donnent du socialisme et tous les vrais communistes ne peuvent que protester contre ces atteintes aux libertés élémentaires des individus, au pays qui fut celui de la Révolution d'Octobre et qui est maintenant un vaste camp retranché hérissé de barbelés.

D.C.

Procès Baader

Qui sont les alliés de la réaction ?



— "AU NOM DU MONDE LIBRE, AU NOM D'HIROSHIMA, AU NOM DES BOMBARDEMENTS DE DRESDE EN 1944, AU NOM DU NAPALM EN ALGERIE, AU NOM DES B-52 AU VIETNAM, NOUS VOUS ACCUSONS D'ETRE DE DANGEREUX TERRORISTES!"

Répression au pays basque espagnol

LE Times vient de publier un rapport secret remis à son correspondant à Madrid et rédigé par des avocats basques.

Ce rapport dénonce l'ampleur de la répression au pays basque espagnol depuis le 25 avril, date à laquelle a été établie une nouvelle fois l'état d'exception. Ce rapport fait état de plus de 2.000 arrestations, de l'usage quotidien de la torture et d'exécutions sommaires. Les prisons regorgeraient de prisonniers et on indique que les arènes de Bilbao auraient servi de camp de détention provisoire.

La situation serait telle que l'évêque de Bilbao s'est déplacé en personne à Madrid pour discuter avec les autorités ecclésiastiques et le ministère de la Justice. Un prêtre serait hospitalisé à Bilbao, entre la vie et la mort, à la suite d'un interrogatoire policier.

La vague de terreur qui s'est abattue sur le pays basque espagnol a été doublée d'actions de commandos terroristes d'extrême-droite qui ont multiplié les attentats contre les locaux, maisons et magasins des sympathisants de l'ETA.

Mais, si l'action policière peut impressionner des sympathisants et désorganiser un temps le mouvement nationaliste basque, elle ne peut ni le réduire, ni l'abattre. Depuis le 25 avril, six militants de

l'ETA ont été assassinés et cinq policiers ont été tués en représaille.

La volonté de rendre coup pour coup est d'autant plus intense au pays basque que le pouvoir central de Madrid se fait plus odieux et s'engage dans une répression féroce. Entre un régime dictatorial rongé de l'intérieur sans aucune assise populaire en pays basque et un mouvement nationaliste qui a la sympathie manifeste de la majorité de la population, l'avenir est incontestablement du côté des antifranquistes. Le pouvoir le sait. Les policiers aussi. La répression à laquelle ils se livrent est historiquement impuissante, quelle que soit sa férocité.

Colette BERNARD.

Les arrestations continuent en Espagne

A Barcelone, la garde spéciale de la députation provinciale de Catalogne est intervenue contre les danseurs de sardane qui, à l'issue d'une séance de danses et de chants, avaient entonné l'hymne catalan « Els Segadors ». L'ordre a été rétabli à coups de matraque.

A Madrid dans le quartier ouvrier de Vallecas, la police a procédé à une quarantaine d'arrestations contre les habitants du quartier qui s'étaient réunis pour examiner les moyens de s'opposer à un plan d'urbanisation qui doit entraîner l'évacuation de 70.000

habitants du quartier. Dans la même journée, les clubs de jeunesse du quartier avaient organisé une série de compétitions sportives pour protester contre l'absence de toute installation sportive dans cette partie de la capitale espagnole. Cela aussi est apparu intolérable aux autorités franquistes et la police a arrêté une vingtaine de jeunes gens qui avaient participé à ces épreuves sportives.

Les prétextes sont dérisoires, mais l'intervention toujours rapide

et brutale. La dictature sénile de Franco continue à ne pouvoir tolérer la moindre expression populaire. Mais cela n'empêche pas les manifestations de mécontentement de se produire; cela creuse simplement un peu plus le fossé entre les tenants d'un régime qui cherche désespérément à se succéder à lui-même et l'ensemble de la population qui ne supporte plus la dictature.

C.B.

Grève officielle le 4 juin ?

Décidément on verra tout.

Dans cette période de fin de règne en Espagne, voilà que les syndicats officiels, dont les chefs sont nommés par le gouvernement, parlent ni plus ni moins que de lancer une journée d'action le 4 juin sur l'ensemble du pays. Et si le mot de grève n'a pas été prononcé, plusieurs responsables n'excluraient pas cette possibilité.

Ainsi il aura fallu vingt ans, au moins, de luttes des syndicats clandestins et des commissions ouvrières clandestines pour amener les syndicats franquistes à faire, ô combien timidement, de l'opposition respectueuse! C'est en tout cas un signe de plus du malaise général de tous les corps organisés de la dictature agonisante.

C.B.

ISRAEL : destruction systématique de villages arabes

AU nord-est du Sinaï les autorités israéliennes poursuivent depuis six ans une politique de destruction systématique des villages arabes. D'énormes bulldozers arrachent les arbres fruitiers en fleurs, rasent les maisons, détruisent écoles et mosquées, renversent les tentes.

Ces expulsions ont commencé, en 1969, par l'expropriation de 1.500 hectares dans la trouée de Rafah. En janvier 1972, ce sont près de 10.000 agriculteurs ou Bédouins qui sont chassés, leurs cultures détruites, les puits d'eau comblés. En octobre 1973, en pleine guerre, 36.000 hectares de terres fertiles sont confisquées et entourés de barbelés. Aujourd'hui la ville de Yamit est en construction. Elle doit s'étendre jusqu'à la mer et les milliers d'Arabes qui peuplent la bande côtière de 2 km de large qui sépare Yamit de la mer vont être eux aussi expulsés, les autorités israéliennes ne les ayant autorisés à rester sur leurs terres que jusqu'au 15 mai 1975.

Voilà quelles sont les pratiques que l'Etat d'Israël utilise contre les populations arabes: terreur, violence, spoliations. Le secrétaire des Kibboutzim du Mapam, M. Shimon Avidan, avouait: « Les expulsions et les expropriations de terre des Bédouins de Rafah nous feront pleurer pour des générations; c'est une page déshonorante dans l'histoire d'Israël. »

C'est le moins que l'on puisse dire! L'Etat sioniste tout entier s'est édifié sur la spoliation systématique des populations arabes. Aujourd'hui encore, il poursuit sa politique criminelle qui dresse un mur de haine entre les peuples juif et arabe, politique dont les Juifs seront demain les victimes s'ils acceptent aujourd'hui d'en être les exécutants.

Dominique CHABLIS.

VAGUE DE RÉPRESSION EN IRAK

Le lundi 19 mai, Radio-Damas a publié les noms d'une soixantaine de militants du Parti unique d'Irak, le BAAS, condamnés à des peines allant de trois à vingt ans de prison. Damas a également rappelé qu'une vingtaine de membres du Parti Communiste avaient été condamnés à des peines de prison semblables, tandis que cinq militaires et un civil avaient été condamnés à mort pour avoir manifesté leur opposition à l'accord irako-iranien (par cet accord, le gouvernement irakien cédait au gouvernement iranien des territoires contre la promesse de ce dernier de ne plus aider les nationalistes kurdes).

Cette vague de répression qui s'abat manifestement sur l'aile nationaliste du parti BAAS est le pendant intérieur de la politique de guerre à outrance menée par l'Irak contre les Kurdes. C'est la logique de la dictature, elle est féroce.

H.M.

GRANDE-BRETAGNE

Faillite de la bourgeoisie, mais la gauche travailliste amuse les travailleurs avec le REFERENDUM

La hausse des prix en Grande-Bretagne a atteint 3,9 % en avril. A ce rythme l'augmentation des prix en un an serait de 46,8 %. Il y a 900.000 chô-

meurs recensés. En fait, certainement beaucoup plus. Le déficit de la balance commerciale a atteint en 1974, 5,8 milliards de livres (à peu près 50 milliards de francs) et la livre

a chuté ces dernières semaines d'une manière spectaculaire.

Bref, si tous les grands pays capitalistes sont économiquement malades, la Grande-Bretagne est certainement parmi les plus malades. C'est aussi celui chez qui la maladie s'est déclarée le plus tôt.

La classe ouvrière anglaise ne s'est pas laissée faire. Les grèves se sont multipliées, quelquefois avec occupation, souvent aussi finalement victorieuses. Mais face à la crise, en Grande-Bretagne comme ailleurs, la classe ouvrière a besoin d'unifier son combat, de se donner des objectifs généraux et politiques.

Les leaders syndicalistes et la gauche du parti travailliste sont bien lancés dans une grande bataille : celle du référendum pour ou contre le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun qui aura lieu le 5 juin et dans lequel ils préconisent le « non ». Mais c'est une bataille qu'ils ont toutes les chances de perdre. Et, même s'ils la gagnaient, elle ne changerait rien à la situation car le Marché

commun n'a rien à voir avec la crise actuelle qui touche tous les pays capitalistes, y compris ceux qui n'en font pas partie. La Grande-Bretagne était d'ailleurs en crise avant son entrée dans le Marché commun.

Pour les politiciens de la gauche travailliste à qui le Parti Communiste et la plupart des groupes révolutionnaires ont, hélas, emboîté le pas, le Marché commun est simplement l'occasion d'engager une bataille sans danger.

Non seulement elle n'ouvre aucune perspective à la classe ouvrière, mais elle ne les force même pas à abandonner leurs postes. Car il faut croire que pour la bourgeoisie anglaise et pour Wilson qui acceptent que des ministres prônent le « non », comme pour ces ministres qui acceptent de rester au sein d'un gouvernement dont le chef défend le « oui », la question du Marché commun a bien peu d'importance. Preuve que le référendum n'est qu'un attrape-nigaud destiné à amuser les masses populaires et à détourner leur attention des vrais problèmes.

J.M.

CE N'EST PAS LE BULLETIN DE VOTE QUI REMPLIRA LE PANIER DE LA MENAGÈRE ANGLAISE !...



Wilson contre les puissants

Les jeux olympiques sont mal partis

Le Comité Olympique a bien des soucis. Avec la grève qui a affecté la construction des installations pendant quatorze jours, avec la situation politique au Québec, avec la Chine Populaire qui pose comme condition à son admission le renvoi de Formose, avec l'Afrique du Sud qui pratique encore l'apartheid et avec la Rhodésie où règne la ségrégation raciale.

Non que le Comité Olympique se soucie le moins du monde des revendications des ouvriers qui construisent le stade et le village olympiques à Montréal, ou qu'il soit affecté par la situation des Noirs dans les Etats racistes d'Afrique. Le Comité Olympique ne fait pas de politique, paraît-il. Il a d'ailleurs montré à Mexico, en 1968, qu'il n'était nullement gêné pour organiser la grande foire aux athlètes dans une ville où la police venait tout juste de faire des centaines de morts en tirant à la mitrailleuse sur une foule désarmée.

Non, le Comité Olympique cherche simplement la ville idéale susceptible de relayer Montréal si la situation se tendait trop au Québec, comme il cherche la formule diplomatique lui permettant d'admettre la Chine Populaire sans renvoyer Formose. Mais ce n'est pas facile. La politique est partout, la lutte des classes et la révolte des opprimés ne respectent pas la trêve olympique et ne se laissent pas convaincre comme les gouvernements par les millions de dollars que l'organisation de la grande kermesse olympique met en jeu dans le pays d'accueil.

C.B.

LE Premier ministre britannique a fait appel, le 19 mai, aux syndicats pour qu'ils modèrent leurs revendications salariales. Wilson a déclaré que les grands syndicats « devraient faire preuve de modération dans l'utilisation de leur force quand ils cherchent à obtenir des avantages aux dépens de ceux qui sont moins puissants ». « C'est la loi de la jungle, a-t-il ajouté, qui stipule que seuls les plus aptes doivent survivre », et il a souligné que la proportion du revenu national allant aux « vieux et aux faibles » diminuait, au fur

ILES LOINTAINES

En 1900, une lettre mettait vingt-quatre heures pour atteindre son destinataire de l'autre côté de la Manche. Aujourd'hui, si vous entreprenez d'écrire à un ami anglais, il vous faudra compter au minimum de deux à quatre jours, et de plus en plus fréquemment de deux à trois semaines. Les industriels font, paraît-il, de plus en plus appel aux services de messagers privés. Quant au tout-venant qui doit se contenter des services « publics », il ne lui reste plus qu'à constater, s'il a gardé un esprit optimiste et résolument tourné vers l'avenir, que le voyage vers la lune est désormais aussi « rapide » que le cheminement du courrier entre Paris et Londres.

et à mesure que « les puissants s'attribuent plus que ce qui est juste ».

Autrement dit, pour le « socialiste » Wilson, si le niveau de vie de certaines catégories de la population laborieuse di-

minue, c'est à cause des revendications excessives d'autres travailleurs.

Et si c'était à cause de la soif de profit des capitalistes ? Mais cela ne vient pas à l'idée d'un socialiste à la Wilson.

Le pétrole n'arrive pas à suivre les prix !

UN certain nombre de pays producteurs de pétrole préconisent une nouvelle augmentation du prix de celui-ci. La question doit être débattue au cours de la prochaine réunion de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) en septembre prochain. En décembre dernier, l'indexation des prix du pétrole sur celui des produits industriels avait déjà été discutée au sein de l'OPEP, puis finalement provisoirement repoussée. Aujourd'hui encore, tous les pays producteurs ne sont pas d'accord. Mais on estime que depuis la dernière hausse du prix du pétrole celui-ci a perdu entre 30 et 35 % de son pouvoir d'achat à cause de l'inflation mondiale.

Quand, à la fin de l'année 1973, les Etats producteurs avaient décidé une hausse spectaculaire du prix du pétrole, tout le monde

dans les pays capitalistes industriels les avait accusés de déclencher la crise économique. En fait, le prix du pétrole ne faisait que se réaligner sur les prix industriels par rapport auxquels il avait décroché régulièrement depuis vingt ans.

Aujourd'hui, ici ou là, on continue à dire, contre toute logique, que ce serait la faute au pétrole si l'économie mondiale est en

peine de crise. Le secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis, Schlesinger, vient même de parler de la possibilité d'envoyer des troupes s'emparer des ports du Moyen-Orient au cas où la politique des Etats producteurs mettrait en danger l'économie mondiale.

Depuis plus d'un an, le prix du pétrole n'a pas augmenté. Il y a six mois, les Etats producteurs ont

DES PARTIS QUI Baignent dans l'Oil

La compagnie pétrolière américaine Indiana Standard a annoncé qu'elle avait versé des sommes d'argent à des organisations politiques en Italie et au Canada par l'intermédiaire de ses filiales. On ne connaît pas le montant de ces versements ni les organisations à qui ils étaient destinés. Mais on peut dire sans se tromper qu'il s'agit de partis ou d'organisations qui ont lors de la crise pétrolière défendu les thèses des compagnies... et leurs intérêts.

Cette information fait suite à des informations similaires concernant des versements à des groupements politiques dans des pays étrangers par les compagnies Exxon, Gulf Oil, Mobil Oil et Ashland Oil.

Ainsi, parmi tous ces partis qui s'indignent du comportement des pays producteurs, et qui plaignent les compagnies pétrolières victimes de la crise, il y en a qui émergent aux fonds — secrets ou pas — de ces compagnies. Tout cela n'est pas bien raffiné, si l'on peut dire, mais cela n'est guère surprenant. Les grosses sociétés ont toujours su acheter leurs soutiens politiques, sans se soucier outre mesure de la démocratie, tout juste bonne à duper les électeurs. Ceux-ci croient peut-être exercer une influence sur la vie politique du pays lorsqu'ils envoient dans les parlements leurs députés. Ils se trompent. Ceux qui décident, ce sont les sociétés Exxon, Gulf Oil, etc.

J.P.V.

Répression en Uruguay

Le Comité de Défense des Emprisonnés en Uruguay nous communique que Carlos Coitiño Cebey, employé de banque, dirigeant syndical, « détenu au début de décembre, interrogé jusqu'au début d'avril 1975 par la police de Montevideo, puis libéré par le juge militaire de seconde instance, a été de nouveau arrêté, cette fois par l'armée, et conduit à la prison du groupe d'artillerie n° 1 où il subit de cruelles tortures qui mettent sa vie en danger ».

Le Comité de Défense cite aussi le cas de Hugo Corves, « dirigeant de la grève des banques de 1969, vice-président de la Convention Nationale des Travailleurs, qui reste détenu dans le cadre de l'état de siège et qui a été torturé pendant cinq jours ».

Le Comité demande que, le plus rapidement possible, des télégrammes de protestation soient envoyés aux ambassades et consulats uruguayens de chaque pays, pour exiger que cesse la torture des prisonniers et exiger la vie et la liberté de Carlos Coitiño.

DES AFFAIRES QUI S'AFFICHENT

Des abris, pour arrêt d'autobus vont être édifiés à New York par une société française.

Comme à Paris, ils seront construits par une compagnie qui se financera par la publicité que permettent d'étaler ces abris.

Ainsi, pendant des années, les usagers de New York, comme ceux de Paris, ont dû subir les intempéries sans que les autorités s'inquiètent et rassent le moindre geste pour améliorer la situation. Il a fallu que quelqu'un trouve un moyen de rentabiliser l'édification des abris, pour que l'on commence à en construire. On ne peut mieux illustrer que ce qui détermine les services publics — en dépit de leur vocation — ce n'est pas tant le service du public, mais la possibilité qu'elle offre à certains de faire de l'argent.

J.M.

la souscription pour lutte ouvrière

Les listes publiées ci-dessous correspondent à des versements effectués en février. Nous sommes loin d'être à jour, mais il nous faudrait plusieurs pages pour publier en une seule fois les versements qui nous sont déjà parvenus et qui dépassent 230.000 F. Nous publierons tout, intégralement, mais cela demandera encore quelques semaines.

VIERZON : Un dessinateur en chômage, 50 F - Une travailleuse de Paulstra, 4 F - Une travailleuse de Nadella, 10 F - Un étudiant, 6 F - Un jeune travailleur, 10 F - M. Bardin, 10 F - Une travailleuse, 5 F - Un sympathisant, 5 F - Un ouvrier Nadella, 50 F - A. Jimenez, surveillant, 20 F.

BRETAGNE

RENNES : Sympathisante, 20 F - Une copine, 10 F - Infirmière DE CHE, 50 F - Marie-Claude, 4 F - Un sympathisant, 3 F - Harry, 3 F - Une travailleuse des PTT, 13 F - Un animateur de quartier, 10 F - Sympathisant, 50 F.

LAVAL : Deux OS de Thomson-Laval, 50 F.

HAUTE-NORMANDIE

ROUEN : Lycéenne, Le Havre, 5 F - Surveillante Flaubert, 20 F - Le 27 à Rouen, 20 F - Varlin, 15 F - Goulay, 5 F - Derrain, 10 F - Frangne, 0,10 F - Le Paon, 1 F - Yannick, 1,40 F - Un maître d'hôtel, 20 F - Etudiante, 50 F - Un ouvrier Lubrisol, 8 F - Un ouvrier d'Acquigny, Louviers, 5 F - Mme Pierre, 20 F.

GRAM : Bumel Dominique, 5 F - Lepape Pierre, 10 F - Hu-guerre Jacques, 10 F - Ozanne Jean-Louis, 10 F - Pierre Le Guildouin, 10 F - Joseph Sun, 10 F - Borgne Martine, 10 F - Daffniet Annick, 10 F - Yvonne Lambert, 10 F - Ch. Soubeyzan, 30 F - Pépin-Donant M.A., 40 F.

AQUITAINE

BORDEAUX : Un employé PTT, 50 F - Employée PTT, 20 F - SNCF, 30 F - Un technicien, 40 F - Fourcade, 100 F - Massias, 10 F - Massias Michel, 10 F - Alain, 6 F - Kiki, 7 F - Ouvrier typo, 3 F - Dédé, 11 F - Anonyme, 3 F - Bibiche, 5 F - Un copain, 20 F - Deux ouvriers métallistes sympathisants, 20 F - Un copain de Loumart, 10 F - Jean-Pierre, 101 F.

PROVENCE - COTE D'AZUR

MARSEILLE : Un étudiant, 2 F - Aron, 20 F - Une lycéenne, 3 F - Abbidi Anne, journaliste, 8 F - Sympathisante à une vente publique, 2 F - Sympathisante, 10 F - Quelqu'un, 5 F - Un ouvrier dans un restaurateur, 4 F - Une femme, 15 F - Un sympathisant congolais, 20 F.

AIX

TOULON : Maçon et sa famille, 3 F - Anonyme, 4 F.

PAIS DE LA LOIRE

SAINT-NAZAIRE : Sympathisante, 10 F - Beauderron, 10 F - Anonyme, 5 F - Anonyme, 10 F - Boeffard, 5 F - Marché de Guérande, 5 F - Molteni, 5 F - Phil, libertaire, 2 F - Manou, 2 F - Bébert, 1 F - Un copain d'un militant, 3 F - J.V., 20 F - Une amie, 2 F - Paulo, 10 F.

NANTES : Arthur, cultivateur, 10 F - Un sympathisant, ancien étudiant, 10 F - Une lycéenne, Chauvinière, 6 F - Zucca J., 8 F - Vibier, 2 F - Angibaud, 2 F - Jubineu, 20 F - Garcia Daniel, 10 F - Egonneau Gabriel, 20 F - Celino, 10 F - Anonyme, 2 F - Rivière, 10 F - Infirmière CHU, 50 F - Anonyme, 10 F - Une sympathisante, 300 F - Une étudiante, 20 F - Un camarade étudiant, 300 F - Marie-Lise, 8 F - Etudiant, 5 F - Savier, 6 F - Albaret, 5 F - Barranco, 15 F - Doual, 5 F - Un travailleur des chantiers, 100 F - Sympathisant, 10 F - Viaud, 20 F - Plaud, 5 F.

REGION RHONE-ALPES

LYON : M. Jeumont-Schneider, 50 F - C.B., 7 F - Clément, 2 F - Soucille, 5 F - Hélène Larcher, 5 F - Une sympathisante, 8 F - H. Janvier, 20 F - Sympathisante, 50 F - Chetelat, Villeurbanne, 10 F.

VILLEFRANCHE : Said, Titan-Coder, 4 F - G.F., Titan-Coder, 20 F - I.F., Blédine Jacquemaire, 20 F - Une sympathisante, 10 F - Employée hôpital, 2 F - Jacky, un professeur, 20 F - Gary, 20 F - Un typo, 10 F.

GRENOBLE : Contact, 2 F - Sympathisante, 4 F - Copine Grenoble, 5 F - Soutien journal, 2 F - Un sympathisant, 3 F - Une fidèle lectrice d'Echirrolles, 5 F - Une lectrice, 10 F - OS Thomson-CSF, 4 F - Agent hospitalier, 10 F - Une sympathisante, 1 F.

ROANNE : Cottin J.-M., lycéen, 5 F.

SAINT-ETIENNE : Une collégienne d'AC, 5 F - Travailleur, 3 F - Etudiante en math, 5 F - Un couramaud, 2 F - Un sympathisant, 50 F - Sympathisant LO, 10 F - Une sympathisante, 40 F - Revirand, 10 F - Creusot-Loire Saint-Chamond, 22,40 F - Creusot-Loire Pinguely, 9,50 F - Un instituteur, 3 F - Une copine, 10 F - J.B., ISR, Annonay (Ardèche), 10 F - C.R., 7 F - J.A., RST, Annonay, 10 F.

DIVERS

J.D., dessinateur industriel, Paris, 100 F - J.M. S., Fresnes, 50 F - F.L., VRP, retraité, Avignon, « Pour aider à l'unification de l'extrême-gauche », 10 F - Nelly, PTT-Austerlitz « Pour LO, ça m'évitera de les boire », 20 F - Un délégué CFDT, Le Havre, 5 F - E.R., Dieulefit, 20 F - J.P. L., Thizy, 7,50 F - J.L. B., Roanne, 7,50 F - J.L., Rueil, 100 F - O.G., étudiante Bourg-St-Andel, 10 F - Instituteur dans l'Aveyron « Avec tous mes encouragements », 170 F.

REGION EST

CHARLEVILLE : Charles, 50 F.

NANCY : Travailleur des PTT, 50 F - Travailleur des PTT, 20 F - Marc Poirot, 10 F - Un jeune ouvrier sympathisant, 15 F.

CENTRE

TOURS : H.G., parent d'un militant, 50 F - F.N., 20 F - H.D., 20 F - B.R., 30 F - J.C., 20 F - B.G., 10 F.

AUXERRE : Annie M., 10 F - Lycéenne, 3 F - Anonyme, 3 F. NEVERS : Yvonne, Fourchambault, 10 F.

ORLEANS : X, lycéen, 3 F - Bruletôt, 50 F - Un cheminot, 30 F - J.F. D., 10 F - X, 1 F - X, 1 F - Employée Chèques postaux, 100 F.

REGION DU NORD

AMIENS : Van Den Acker J., 50 F - J.M. Alexandre, 10 F - Moret J.B., 50 F.

ARRAS : Un médecin sympathisant avec les idées développées par Arlette Laguilleur durant la campagne électorale, 100 F - R.C., lycéenne, 5 F - L.W., auxiliaire CHA, 10 F - Drouette, CETI Bocquet, 10 F.

BRUAY-EN-ARTOIS : Rateau, 10 F.

LILLE : Un chimiste, 50 F - Un étudiant chimiste, 5 F - Une employée du Crédit du Nord, 10 F - Un étudiant d'Allemagne, 20 F - Retraité, 3 F - Ouvrier tunisien, 1 F - Ouvrier aux jardins de la ville, 2 F - Retraité socialiste, 4 F - Institutrice, 20 F - Gomez Isabelle, 30 F - Elisabeth Knoff, 30 F - Etudiante, 5 F - Jean-Claude, étudiant, 5 F - Nicolas, lycéen Pasteur, 10 F - Nicole, lycéenne, 5 F - Charlotte, 5 F - Sylvie, 5 F - Albert, 5 F.

DOUAI : Joël, 20 F.

MAUBEUGE : Lemoine Christian, 10 F - Fabienne Gallez, 10 F - Varnsteern, 10 F - Louis Temperman, 10 F - Michel Pignon, 50 F - Rémy Christian, 10 F - Jacques Prévôt, 5 F - Maryse Willem, 10 F - Ernest Pignon, 10 F - Pignon R., 10 F - X., 500 F.

DENAIN : Marie-José, 5 F - Marie-Christine, vendeuse, 5 F.

La POLICE encore mise en cause pour RACISME

Un employé de commerce algérien, M. Abdelli Boualia, a porté plainte contre X le 15 mai auprès du parquet de Marseille pour abus d'autorité et injures publiques racistes.

Alors que le 24 avril, à 22 heures, il se trouvait près du port avec plusieurs camarades, auprès de la veuve d'un docker tué dans un accident du travail et dont la dépouille devait être transférée en Algérie, M. Boualia rapporte que ses camarades et lui-même furent interpellés, conduits à l'hôtel de police où ils furent retenus plusieurs heures et insultés grossièrement. Les injures racistes pleuvaient : « C'est toujours les mêmes, ces Arabes. Chaque fois qu'on les amène ici, il faudrait les foutre à poil, les faire se battre entre eux et avec des fourches on les piquerait », ou encore « Ta carte est pourrie, elle pue, la prochaine fois qu'on t'attrapera, on te la fera manger ». Lui-même conduit dans un cachot où

un policier l'obligea à se déshabiller et il ne fut relâché que le lendemain. Ce travailleur et ses camarades n'avaient pourtant commis aucun délit, mais pour les imbéciles en uniforme qui se sont fait la main sur des Nord-Africains pendant la guerre d'Algérie, le teint basané en constitue un.

M. Boualia a porté plainte en se fondant sur la loi antiraciste de juillet 1972.

L'appareil d'Etat qui réprime pour maintenir l'ordre bourgeois recrute sans cesse des hommes de main qui se font remarquer de plus en plus par un racisme grandissant.

Poniatowski, ministre de l'Intérieur, et Lecanuet, ministre de la Justice, les connaissent bien. Ces policiers sont pour eux indispensables. Et s'il est difficile de trouver un tribunal prêt à faire appliquer la loi de juillet 1972, cela sera d'autant plus difficile dans ce cas où les prévenus sont des flics.

Le PARISIEN LIBÉRÉ et la liberté : quand le voleur crie au voleur

La direction du Parisien libéré a, pour essayer de tourner la grève de ses ouvriers, fait imprimer le « journal en Belgique. Ainsi, plutôt que de donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs, le ma-

gnat de la presse Amaury utilise tous les moyens, même les plus coûteux, pour essayer d'imposer sa loi.

Ce premier numéro imprimé en Belgique est un modèle du genre. On y invoque presque à chaque page la « liberté étranglée ». Cette liberté-là, c'est pour Amaury celle qui lui laisserait les mains libres pour jeter sur le pavé plusieurs centaines de travailleurs. C'est celle qui lui permet, à longueur d'année, d'appeler dans ses colonnes quasi ouvertement au racisme et à la ratonnade ou à la répression contre les jeunes qui ont

commis le crime de porter les cheveux trop longs ou contre des travailleurs qui osent se défendre par la grève.

D'ailleurs, on trouve dans ce numéro un bel exemple des conceptions d'Amaury. Les mesures de libéralisation octroyées par Giscard le font s'indigner. Année noire titre-t-il pour commenter la première année de la présidence. Car c'est — ô horreur ! — l'année de la pilule, de la liberté de l'avortement. Ce Parisien libéré-là se sent d'autant plus libre que les autres le sont moins.

Quand la fête devient manifestaton

DIMANCHE 17 mai, les marins-pêcheurs de Honfleur ont dans leur grande majorité boycotté la traditionnelle fête des marins. Dans les tracts distribués aux visiteurs, ils expliquaient eux-mêmes : « Les marins-pêcheurs n'ont pas envie de faire la fête quand leur existence même est menacée. L'estuaire de la Seine est le plus pollué de France. L'éperlan, le carrel, l'anguille, la sole, le mulot et le bar ont disparu ainsi que la crevette, notre principale ressource. Cependant des milliers de tonnes de déchets industriels continuent à être déversés chaque jour.

En 1973, il y avait 66 bateaux à Honfleur. Il en reste 40, dont beaucoup sont aujourd'hui à vendre. C'est pourquoi les marins-pêcheurs ont mis avec tristesse leur pavillon en berne ».

Par solidarité, les équipages d'un remorqueur et d'une vedette du port de Rouen ont refusé leur concours aux cérémonies et les personnalités durent prendre place à bord d'un dragueur de mines de la marine nationale dépêché pour les remplacer.

En somme une fête ratée, mais une manifestation réussie.

E le racket continue

D F

L'EDF a décidé de supprimer d'ici la fin de l'année la formule « compteur bleu » pour laquelle tant de publicité a été faite depuis douze ans et qui a été adoptée par 12 millions de foyers. L'avantage du compteur bleu résidait surtout dans le fait qu'il n'était pas nécessaire de changer de compteur pour augmenter la puissance de l'installation et cela pouvait donc s'effectuer aux moindres frais.

Mais à partir du 31 décembre pro-

chain, il faudra que ceux qui veulent augmenter la puissance de leur installation payent 96 F par kilowatt supplémentaire.

Après tous les discours sur les économies de pétrole nécessaires, après le rationnement autoritaire des HLM, voilà l'EDF qui pénalise par l'argent l'utilisateur des chauffages d'appoint. Encore une atteinte au niveau de vie des plus démunis !

D.C.

Jarrot : beaucoup de bêtises en peu de mots

André Jarrot — ministre de la (mauvaise) Qualité de la vie — a cru bon d'appuyer les projets d'Achille-Fould en matière téléphonique. Il faut que cesse « dans

les meilleurs délais » le gaspillage : « Les enfants font leurs devoirs au téléphone et les femmes y parlent des heures », a-t-il déclaré.

Comme quoi il lui suffit de quelques secondes pour sortir son lot de bêtises ! Il n'a effectivement pas intérêt à parler trop longtemps.

Téléphone... plus cher

Achille-Fould a des projets grandioses pour résoudre l'anarchie régnant en matière de téléphone : prescrire davantage encore les usagers. Les Parisiens payaient à la communication ? Maintenant, il faudra qu'ils paient à l'unité.

Bien entendu, cela n'améliorera nullement le service public. Les gens continueront à payer de plus en plus cher pour avoir un téléphone qui fonctionnera toujours aussi mal — si ce n'est plus. Mais qu'importe ! L'important c'est l'argent.

la souscription pour lutte ouvrière

REGION OUEST

ANGERS : Une mère de famille, 30 F.
CHOLET : Electronicien Thomson, 50 F - Un travailleur Michelin, 10 F - Un travailleur de Bull, 18 F - Un chômeur, 5 F - Un Espagnol, 10 F.

RENNES : Infirmerie CHR, 100 F - Leroux, 5 F - Educateur, 5 F - Normant Jeanine, 30 F - Un ouvrier, 5 F - Strullu Hyette, 30 F - Une sympathisante, 10 F - Un sympathisant, 3 F - Un lycéen, 5 F - Gare de Rennes Vente, 5 F - Un ingénieur agronome sympathisant, 100 F - Une mère de famille, 20 F - Un artisan, 10 F - Un employé de bureau, 3 F - Un fonctionnaire, 200 F - Tivoli ingénieur, 10 F - Etudiante IUT, 50 F - Un travailleur camerounais, 3 F - Une étudiante, 11,50 F - Un livreur, 10 F - Un travailleur EDF, 10 F - Une employée de collectivité, 8 F - Une vendeuse, 6 F.

LANNION : Un couple de retraité Dijardais, 10 F - Deux enseignantes de Saint-Malo, 20 F - M. Durand, 10 F - Un travailleur sympathisant, 10 F - Idem, 5 F - Un travailleur sympathisant, 3 F - Une mère de famille, 5 F.

SAINT-BRIEUC : Riester Marcel, 3 F - Ouvriers retraités, 6 F - Un OS, 30 F - Une sympathisante dessinatrice Bâtiment, 20 F.

REGION PARISIENNE

SKF IVRY : Portugais, 5 F - Un travailleur, 5 F - Algérien, 3 F - Travailleurs algériens, 20 F - Travailleur rectif, 10 F.
DIJON : Un sympathisant Chonôve, 3 F - Auxiliaire PTT Dijon, 6 F - Un employé de banque sympa, 10 F - Etudiant, 5 F - Un étudiant sympathisant, 5 F - Crouatto Chonôve, 5 F - Employé CHR, 10 F - Louis Chonôve, 5 F - Un agent d'exploitation PTT, 10 F - Un comptable Chonôve, 10 F.

LE CREUSOT : Une sympathisante de Torcy, 15 F - Un tourneur, 6 F.

MARSEILLE : Un docker, 3 F - Un docker, 5 F - Un docker, 20 F - Un lecteur, 2 F - Jean-Paul, 5 F - Chanceaux, 10 F - Octave, 10 F - Un docker, 5 F - Un sympathisant, 3 F - Sympathisant URSSAF, 10 F - Bouhanna Serge, 10 F - Michèle, 10 F - Bernard, 10 F - Lannoy Yves, 10 F - Cajon Jean, 10 F - Un agent EGF Martignes, 20 F - Un ouvrier de la SNIAS, 30 F - VALENCE : Didier, lycéen, 50 F.

AIX : Un sympathisant de Cadarache, 10 F.
MONTPELLIER : Frants, 10 F - Etudiant, 8 F - Belegou, 10 F - Hidalgo, 8 F - Un étudiant, 5 F.

ALES : Un sympathisant, 5 F.
MOUTIERS (Savoie) : Un lycéen de Moutiers, 4,50 F.
GAP (Hautes-Alpes) : Une lectrice, 2 F - Claudins, 5 F - Une marchande de fleurs, 3 F - Un paysan de Romollon, 5 F.
NICE : Une petite commerçante, 100 F.

GRENOBLE : Une lycéenne de St-Marcellin, 3 F - Un sympathisant à une vente publique Record Fontaine, 5 F - Un sympathisant à une vente publique à Record Fontaine, 5 F - Une sympathisante à une vente publique à Record Fontaine, 1 F - Un membre des Pompes Funèbres, 20 F - Un chauffeur aux Pompes Funèbres, 20 F - Une mère de famille, 10 F - Une jeune ouvrière électricienne, 20 F - Un délégué de Rhône-Progil, 30 F - Joseph Jean-Pierre, 200 F.

RHONE-POULENC INDUSTRIE (PROGIL), PONT-DE-CLAIX : Un ancien de la Soude, 1, 10 F - Un autre, 10 F - Un des APF, 20 F.

Brun M., 10 F - Brun G., 20 F - Brun P., 30 F - Dujardin Danielle, institutrice, 5 F - Une institutrice, 10 F - Un facteur, 20 F - Un employé géomètre, 10 F - Un agent technique, 10 F - Michèle, 50 F - Institutrice, 10 F.

BESANCON : Etudiant, 25 F - Une lectrice, 100 F - Adam, étudiante, Besançon, 10 F.

SOCHAUX : Une mère de famille, 5 F.
DOLE : Youcef SBA Abdallah, 3 F - Garbel, 5 F - Un sympathisant du LT de Dole, 5 F - Un sympathisant LT, 5 F - Un sympathisant, 5 F - Un ouvrier, 5 F - Deux sympathisants LT, 10 F - Un étudiant, 5 F - Sudon, 2 F - Un sympathisant, 5 F - Un ouvrier, 5 F - Un fils d'ouvrier LT, 2 F.

Parenti, 5 F - Bideau, 7 F - Maire, 10 F - Un acheteur PS de LO, 2 F - Un facteur Dijon, 15 F.

BOURGES : Un étudiant, 20 F - M. Bessemoulin, 20 F - Un enseignant, 30 F - Un enseignant, Bourges, 50 F - M.L., Pothier, lycéenne, 10 F - Un ouvrier des Ets Militaires, 10 F - Un ouvrier de Luchaine, 10 F.

TOURS : Un prof CET stagiaire, 30 F - Un étudiant en IUT de journalisme, 8 F - J. et G. Toux, dessinateur EDF et laborantine, 20 F - Un ancien du CET Nadaud, 5 F - Des collégiens du CET Martin-Nadaud, 47 F - Grand-mère, 5 F - Parents sympas, 10 F - Etudiante, 30 F - Etudiante histoire, 20 F - Une travailleuse lors d'une vente, 1 F - Michelle, 10 F.

VIERZON : Un travailleur d'Unelec Vierzon, 20 F - Un ouvrier d'Unelec, 5 F - Y., employée de bureau, 10 F - X, chômeur de Case, 8 F - J.C.S. jeune paysan, 25 F - W.S., ménagère, 10 F - Yves Dupuy, enseignant, 100 F - J., décoratrice, 5 F - Un ouvrier de l'Unelec, 15 F - Un enseignant, 20 F.

ROUEN : Institutrice, 30 F - Un travailleur St-Etienne-du-Rouvray, 5 F - Un agent CPAM, 3 F - Un agent technique CPAM, 10 F - Un agent hospitalier, 5 F - Sympathisant cheminot immigré, 10 F - Un militant cheminot immigré, 12 F - Une sympathisante hollandaise, 5 F - Gareil Yves, chômeur, 5 F - Zolli D., employé de bureau, 5 F - Vente gare, 2 F - Un enseignant de Fleury, 10 F - Sympathisant région de Rouen, 15 F - Prof de CET, 20 F - Un instituteur, 5 F - Sylvie, éducatrice, 5 F.

LE HAVRE : M. Le Bloas, 11 F - Un lycéen du CET Simone, 5 F - M. et Mme Lefèvre, 10 F - Un sympathisant, 10 F - Christine, 10 F.

LYON : Frety, 10 F - Câbles de Lyon, collecte, 16,15 F - Une sympathisante, 50 F - Un anarchiste de Berliet, 8 F - Un sympathisant, 2 F - Michalet, 15 F - Charli de St-Fons, 8 F - G., 3 F - Une lectrice, Villefranche, 15 F - Un étudiant sympathisant, 10 F - Anonyme, 5 F - Etudiante, 10 F.

SAINT-ETIENNE : Jarzabinski, 10 F - Un éducateur, 4 F - Un étudiant, 5 F - Marché St-Chamond, 1,50 F - Jeune femme, Bel-Air Annonay, 3 F - Chihab, 5 F - B.Y., 2 F - J.V., électricien, 20 F - J.P.F., enseignant, 10 F - P.H., enseignant, 70 F - M.D. C.L., St-Chamond, 5 F - R.B., Creusot-Loire St-Chamond, 5 F - L'artiste, 3 F - X., 7 F - Chantal, 10 F - Trois élèves du lycée CET AC, 1,50 F - Deux élèves CET d'Albert-Camus, 5 F - Un ouvrier de Creusot-Loire, 3 F - Creusot-Loire Le Marais, 19,70 F - Un gauchiste de Creusot-Loire Le Marais, 8 F - Un ouvrier de Creusot-Loire, 10 F - Un travailleur de Creusot-Loire Le Marais, 5 F.

TOULOUSE, BREGUET DASSAULT : Louis, 2 F - Auguste, 4 F - Zago, 3 F - Claude, 5 F - Pierre, 10 F - Marcel, 3 F - Jean, 1 F - Daniel, 4,20 F - Pierre, 5 F - Jeannot, 3,35 F - Michel, 5 F - Raymond, 3 F - Roland, 2 F - Max, 1 F - Fernand, 2 F - Lavine, 2 F - François, 3 F - Yves, 2 F - Un délégué CFDT, 10 F - Un délégué CGT, 10 F - Le vieux, 10 F - Un militant anarchiste, 5 F - Jeannot, 3,50 F - Un délégué CFDT, 3 F - Roche, 3,30 F - Jojo délégué CFDT, 4 F - Paul, 3 F - Un délégué CFDT, 4 F - Alain, 2 F - Un délégué CGT, 3 F - Un délégué CFDT, 5 F - Mano, 10 F - Romé, 2,60 F - Un copain, 1 F - Le blond, 4 F - Marcel, 2 F - Roc, 5 F - Glenn, 5 F - Un délégué CFDT, 5 F - Jules, 1,40 F - Noël, 2 F - Paul, 2 F - Loulou, 10 F - Ferdinand, 2,40 F.

Une sympathisante, 30 F - Un copain, 4 F - Un copain, 1 F - Geoffroy Maryse, 50 F - Geoffroy J.-Claude, 50 F - Un assistant IUT, 10 F - Cadre Motorola, 20 F - Un employé Hachette, 18 F - Zénatti, 1 F - Durand Martine, 20 F - Durand Pierre, 10 F.

CARCASSONNE : Barlos Victor, 4 F.
CLERMONT-FERRAND : M.G., 250 F - J.M., 20 F - Anonyme, 5 F - L'ami de Michelle, 10 F - Vendier, 1.000 F - Un ouvrier Michelin, 5 F - Un ouvrier Michelin, 20 F - Anonyme Thiers, 5 F - Bermudez, 10 F - Dédé, 5 F - Un trouffion, 20 F - Serge,

LE MALAISE DANS L'ARMÉE

vu par
Bigéard

Bigéard a évoqué dimanche, devant le congrès de la Fédération nationale des sous-officiers de réserve, les mouvements de contestation des jeunes du contingent.

D'après lui, rien de bien grave : « Les incidents de Draguignan, de Nancy et de Verdun ont fait beaucoup de bruit pour rien car, à 95 %, la jeunesse française est saine. Ce sont les contestataires qui sont à l'origine de tout cela, mais ils ne représentent qu'une minorité. On a l'impression que l'on baisse pavillon devant eux. En fait, il faut se battre dans un style démocratique. Nous sommes dans un pays de liberté : si on arrêta ces gens-là, on en ferait des héros ». Alors, comment une pol-

gnée de contestataires parvient-elle à entraîner cette saine jeunesse ? C'est, dit Bigéard, « qu'ils savent s'infiltrer et trouver le terrain favorable pour amener les gens avec eux. Ils ont bien senti que nos jeunes appelés n'étaient pas assez payés. Ils ont joué là-dessus. Et si demain on ne revalorise pas la condition militaire, ils joueront avec les sous-officiers qui n'ont pas une solde assez importante ».

Ce n'est pas aux sous-officiers que Bigéard devrait dire cela, c'est à Fourcade, son collègue des Finances, qui tient les cordons de la bourse !

En attendant, faute de vouloir faire des héros en arrêtant les contestataires, faute de leur couper l'herbe

sous le pied en augmentant les soldes, Bigéard en est réduit à bavarder sur la force morale : « On ne fait rien sans force morale et sans des gens qui y croient ».

Il y croit Bigéard ! C'est un adepte de la méthode Coué...

Henriette MAUTHEY

VIOLENCES A L'ARMÉE

Parce qu'il refusait de faire une corvée qu'il assimilait à une brimade, un sapeur de 2^e classe, démobilisable dix jours plus tard, a été giflé par son lieutenant. Comme il ripostait, il a reçu un violent coup de pied au ventre. Résultat : le soldat est à l'hôpital où il a dû subir une ablation de la rate. Le lieutenant est aux arrêts de rigueur.

Le général commandant la division militaire a dit : « C'est une faute particulièrement grave ». Et il a annoncé « une sanction disciplinaire maximum ».

Ca veut dire quoi ? Quand un gradé se permet de cogner un deuxième

me classe, c'est parce qu'il a appris à traiter ses hommes d'une certaine façon. L'armée, ce n'est pas seulement un organisme doté d'un règlement prévoyant des sanctions disciplinaires pour faute grave. C'est avant tout une mentalité de garde-chiourme, des habitudes de violence et un mépris généralisé pour les conscrits.

Le lieutenant a eu le tort de frapper trop fort : le blessé a dû être amené d'urgence à l'hôpital et cela s'est su. Mais, pour un scandale rendu public, combien de coups et de brimades restent ignorés, tenus secrets derrière les hauts murs des casernes ?

Une guerre qui tue à retardement

Quatre enfants ont été tués à Brest par l'explosion d'un engin datant de la dernière guerre en jouant dans un blockhaus qui, lui aussi, date du dernier conflit mondial.

A Pont-à-Mousson, deux jeunes gens ont été mutilés par les éclats d'une grenade datant de la guerre de 1914 qu'ils avaient jetée dans le feu.

A Villeneuve-Saint-Georges, deux garçons de 16 et 17 ans ont été blessés par l'explosion d'un obus qu'ils essayaient de scier.

On pourrait penser qu'il s'agit d'une tragique fatalité, ou d'imprudences. Mais ce n'est même pas vrai ! Si ces enfants sont morts, si ces adolescents ont été blessés, c'est

que l'on a laissé traîner à leur portée ces dangereux engins. Et pourquoi aujourd'hui existe-t-il encore de tels blockhaus, vestiges sinistres du fameux mur de l'Atlantique, trente ans après la fin de la guerre ? Pourquoi trouve-t-on encore des engins de guerre ? Parce que, si l'on a trouvé l'argent pour édifier les blockhaus, pour disséminer partout obus, bombes et grenades, on ne trouve pas les moyens financiers pour les faire disparaître.

Ce n'est pas l'imprudence qui tue ou mutilé, c'est la carence des pouvoirs publics qui par souci d'économie négligent de procéder aux opérations de déminage systématique des zones où se sont déroulées des opérations militaires.

LA CONTESTATION GAGNE L'X

Quatre élèves de l'Ecole Polytechnique sont aux arrêts de rigueur. Motif : ils avaient distribué un tract aux candidats au concours d'entrée.

Cette audace n'a pas été tolérée par le directeur de l'école, qui a immédiatement sanctionné les dangereux agitateurs. Résultat : 350 élèves

viennent de décider la grève de l'uniforme. Ce n'est sans doute pas fini. L'X, comme la Sorbonne en 68, va-t-elle se trouver entraînée dans le fameux cycle action-répression ?

Le directeur de l'X devrait se méfier d'une inconnue : la résistance des polytechniciens à un règlement idiot.

A NOYEN : Un jeune appelé est tué, deux autres blessés

Un militaire a été tué et deux autres blessés, jeudi 14 mai, près de Noyen-sur-Seine, en Seine-et-Marne. Les trois jeunes gens, du 503^e régiment de chars de Mourmelon, à bord d'un AMX 30, ont heurté le parapet d'un petit pont et le char a basculé dans le ruisseau.

Ils revenaient d'une démonstration de franchissement de la Seine sans utilisation de pont en présence du préfet de Seine-et-Marne. Fatigue, défaillance technique ? On ignore encore les causes précises de l'accident. Mais la mort de cet appelé est d'autant moins acceptable qu'elle s'ajoute à une trop longue liste des jeunes, tués par l'armée en temps de paix.

H.M.

La Juine polluée

La semaine du 5 au 12 mai, la Juine a été polluée à deux reprises près de Vert-le-Petit (à 15 km de Corbeil) dans l'Essonne.

L'IRCHA y a déversé de l'eau cyanurée insuffisamment traitée. D'ordinaire, le cyanure est oxydé dans des cuves afin de l'éliminer. Mais comme les deux cuves étaient pleines, le produit qui restait : à neutraliser a fini directement dans la rivière.

Ajoutons que, de l'autre côté de la rue, il y a le centre de recherches de la Société Nationale des Poudres et Explosifs qui entretient avec l'IRCHA un ensemble consacré à la recherche militaire. Et si la SNPE a réalisé des dépenses de prestige pour la « zone verte », ensemble de bâtiments administratifs et de laboratoires modernes et à l'architecture originale, elle n'a toujours pas dépensé le moindre centime pour creuser une fosse de décontamination des eaux usées du Centre, pourtant indispensable.

Mais le comble, c'est que l'IRCHA vend des études... contre la pollution.

LA CINQUIEME FETE DE LUTTE OUVRIERE

LA fête de Lutte Ouvrière s'est tenue pendant les trois jours du week-end dernier dans la forêt de Mériel-Villiers-Adam. Et cette fête, la cinquième de notre journal, a été, encore une fois, un plein succès. A divers égards.

Tout d'abord, elle a fait une nouvelle démonstration que l'extrême-gauche révolutionnaire est bel et bien vivante, n'en déplaise aux journalistes et autres politiciens qui, tous les trois ou six mois, usent leur salive ou leur plume à dire ou écrire que l'extrême-gauche est morte ou mourante et qu'elle s'effrite, voire s'écroule devant les assauts répétés de la « dynamique unitaire de la gauche ».



des jeux...



des spectacles...



des débats animés...

Les 30.000 entrées à notre fête, la présence à cette démonstration de près de quatre-vingts stands d'organisations ou groupes d'extrême-gauche français et étrangers, les dizaines de forums sur des sujets politiques et sociaux qui ont été l'occasion ininterrompue de discussions passionnées, suffisent à montrer le contraire.

Mais notre fête a été aussi un succès parce que, pour tous ceux qui sont venus y apporter leur soutien politique à notre tendance, elle a encore une fois été la fête de la fraternité et de la camaraderie.

Là, en effet, pendant trois jours, dans la forêt de Mériel, c'était l'occasion de briser la vie quotidienne qui nous est imposée d'ordinaire. Là, entre tous, que nous nous connaissions ou pas, que nous soyons jeunes ou plus âgés, français ou étrangers, régnait la camaraderie.

Camaraderie de ceux qui s'amusaient aux différents stands de jeux qui jalonnaient la fête, qui participaient aux différents bals ou farandoles improvisées qui surgissaient spontanément ici ou là, grâce à la fantaisie de musiciens bénévoles ; camaraderie aussi de ceux qui discutaient avec acharnement aux différents stands politiques ou aux différents forums.

Fraternité dans les divertissements, fraternité dans la discussion politique, voilà ce qui a encore une fois caractérisé notre fête, ce dont nous sommes profondément heureux et, il faut le dire aussi, profondément fiers.

Bien sûr, organiser tous les ans une fête sympathique et chaleureuse est loin d'être notre seul but. Si nous regroupons autour de notre journal et autour de nos bulletins d'entreprise des milliers de travailleurs, des milliers de jeunes qui partagent avec nous la conviction que la société où nous vivons est profondément injuste, qu'elle est basée sur l'exploitation et sur l'oppression, qu'elle est incapable d'assurer à ceux qui travaillent une vie digne d'un être humain, c'est pour qu'une autre société s'instaure, pour que le socialisme devienne réalité.

Et, aussi limitée soit-elle, aussi courte soit-elle, notre fête est pour nous, à son échelle, une démonstration qui nous renforce dans la conviction que le socialisme est possible, que d'autres rapports sociaux que ceux fondés sur l'individualisme, le mépris des autres et les basses rivalités de toute sorte peuvent exister. Et doivent exister.



sous le signe de l'internationalisme

LA CINQUIEME FETE

allocution d'Arlette Laguiller

1^{er} dimanche 18 mai

JE suis bien contente de me retrouver avec vous à nouveau, comme chaque année, à la fête de Lutte Ouvrière, toujours aussi nombreux.

Et pourtant, cette année est une année difficile pour les travailleurs.

La crise qui menaçait depuis si longtemps est désormais parmi nous et le chômage touche un nombre sans cesse plus grand de travailleurs et de camarades, sans parler du chômage partiel qui est une véritable atteinte au niveau de vie des travailleurs.

Mais, et l'actualité le confirme chaque jour, les travailleurs ne sont pas démoralisés pour autant. Ils savent bien que dans la situation actuelle, c'est eux ou les patrons qui devront payer, et ils se battent pour que ce soient les patrons. Ils se battent à Usinor Dunkerque, ils se battent au SEITA, chez Chausson dans toutes les usines du groupe.

Ils se battent parce qu'ils n'acceptent pas de voir les patrons répercuter sur les ouvriers, par le biais de la hausse des prix ou des licenciements, les conséquences de la crise du système capitaliste.

Ce sont les patrons qui bénéficient de ce système quand tout va bien mais, quand tout va mal, ils voudraient faire payer la crise aux travailleurs.

Eh bien, les travailleurs n'acceptent pas et ils ont raison. La bourgeoisie a bien su empêcher les bénéfices, qu'elle supporte donc les pertes aujourd'hui.

Et si elle ne veut pas, dans ces conditions, gérer les entreprises, eh bien, qu'elle laisse la place, nous les gérerons mieux qu'elle et pour le bien de tous. Et c'est la même chose sur le plan politique. La situation est bien telle qu'on pouvait la prévoir lors des présidentielles. La gauche se trouve bel et bien écartée du pouvoir parlementaire et présidentiel, parce qu'elle joue le jeu électoral. Mais, dans l'opposition, elle ne conserve même pas une unité de façade.

Chacun est prêt, et surtout Mitterrand, ce socialiste de fraîche date, à abandonner son partenaire si l'occasion se présente. Aujourd'hui, le Parti Communiste découvre, ou plutôt feint de découvrir, que Mitterrand peut tourner sa veste. Mais le Parti Communiste découvre cela après les élections et après avoir appelé à voter pour Mitterrand, en s'effaçant devant lui, sans même présenter son propre candidat.

C'est quand même un peu tard.

Mais, finalement, les travailleurs ne sont guère concernés par ces querelles et ces chipotages électoraux. Ils ont d'autres moyens de se faire entendre, d'autres moyens d'avoir une influence politique et finalement d'autres armes pour lutter, que de se laisser enfermer dans le piège de l'électoralisme.

On l'a vu en 1936 en Espagne, on l'a vu encore récemment au Chili, la victoire électorale ne remplace pas la force armée, ne remplace pas la conscience et l'organisation du prolétariat. Quand celle-ci fait défaut, tout fait défaut.

Le poids des travailleurs dans la vie économique et politique du pays n'a rien de commun avec leur influence électorale ; c'est par leurs grèves, c'est par leurs luttes qu'ils montrent leur force et leur place. Souvenons-nous que la grève de Mai 1968 a failli faire partir De Gaulle, alors que les élections ont finalement confirmé la droite à son poste.

C'est pourquoi l'avenir ne dépend pas des combinaisons électorales et des alliances calculées pour rassurer les uns et les autres ; l'avenir dépend des travailleurs, de leurs combats, mais aussi de leur conscience et de leur détermination. La capacité des travailleurs à résister à la crise et à la volonté des patrons est plus forte et plus déterminante pour l'avenir que toutes les hésitations de la gauche à s'unir ou à se combattre.

C'est pourquoi, nous, à Lutte Ouvrière, nous continuerons à mener le même combat politique dans le camp des travailleurs.

Nous sommes solidaires du choix politique des travailleurs, y compris s'ils choisissent de voter pour le Parti Communiste ou pour le Parti Socialiste ; mais nous ne taïrons pas nos critiques pour autant.

Nous sommes solidaires des travailleurs mais nous devons dire et nous dirons que Mitterrand trompe les travailleurs et que le Parti Communiste ne fait guère mieux quand il appelle à voter pour lui, c'est-à-dire quand il enchaîne les travailleurs au char de Mitterrand, ce politicien bourgeois. Nous le disons, et nous le dirons, car seule la vérité est révolutionnaire.

Et les travailleurs ont besoin de la vérité.

Je ne voudrais pas terminer sans parler d'un danger grave qui menace les travailleurs, surtout en cette période de chômage, qui aiguise tous les conflits. Je veux parler du racisme.

Je veux parler des assassinats de travailleurs émigrés qui se multiplient, je veux parler de cet ouvrier marocain, abattu d'une balle dans le ventre, la semaine dernière à Gennevilliers.

Je veux parler de Mohamed Bechir Rassaa, notre camarade, qui était parmi nous, qui tenait un stand à la fête de Lutte Ouvrière l'année dernière et qui a été lâchement assassiné, il y a deux mois, par des racistes.



des jeux amusants...



DES FARANDOLES



de la musique...

de petits spectacles spontanés



Nous en avons la capacité. Lutte Ouvrière n'est plus un petit groupe, mais une véritable tendance du mouvement ouvrier, présente dans les syndicats, dans les luttes, dans tous les événements politiques. C'est ainsi que nous serons présents dans les deux semaines qui viennent aux élections partielles de Castres et du Havre, parce que nous sommes présents sur tous les terrains où nous pouvons défendre nos idées.

Nous ne croyons pas aux élections pour changer le sort des travailleurs, mais nous nous présentons parce que nous avons quelque chose à dire.

Un mot encore, avant de nous quitter. Un mot sur notre journal.

Tous nos camarades et amis savent que nous avons fait un gros effort cette année pour rendre notre journal plus accessible, plus lisible, plus attrayant, pour gagner de nouveaux lecteurs populaires.

Vous nous avez aidé financièrement, moralement, politiquement, pour cette nouvelle formule du journal. Aujourd'hui, nous vous demandons de faire un effort de plus ; nous vous demandons de gagner de nouveaux lecteurs à notre hebdomadaire, en abonnant un ami, un proche, un camarade de travail, quelqu'un susceptible d'être intéressé par les idées révolutionnaires et le combat que nous menons.

LUTTE OUVRIERE

DE LUTTE OUVRIERE



et éducatifs

des stands humoristiques



PROVISEES



et du théâtre dans les allées

Certes, à Vanves même, où notre camarade a été assassiné, nous avons contraint les racistes à reculer. Plus personne aujourd'hui à Vanves n'ose se proclamer raciste. Mais ailleurs, les mêmes hommes, ou d'autres, tous pareils, osent s'attaquer aux émigrés.

Ceux qui traquent les émigrés sont aussi ceux qui matraquent les militants ouvriers. Ce sont les mêmes qui se sont attaqués au comité de grève de l'usine Chausson, dans la nuit de vendredi à samedi dernier, simplement parce que les travailleurs sont en grève et occupent leurs usines.

C'est comme cela que commence le fascisme, avec ces hommes-là. Bien sûr, il faut certaines circonstances politiques et économiques ; mais le milieu humain qui alimente le fascisme, on le connaît dès aujourd'hui, c'est celui qui se dit ouvertement raciste et qui passe de la parole aux actes.

Voilà pourquoi nous penserons aujourd'hui à notre camarade Rassaa, pas seulement parce que c'était notre camarade, mais parce qu'il est le symbole de tous les travailleurs émigrés qui s'exilent pour gagner leur vie et suer des profits pour les patrons et sur qui pèse aujourd'hui cette épouvantable menace du crime raciste. Les révolutionnaires ne doivent pas laisser faire. Nous l'avons montré à Vanves ; Lutte Ouvrière, pour sa part, est prête à mener le combat.

une fête pour les jeunes...



et les moins jeunes

Car pour défendre nos idées, notre journal *Lutte Ouvrière* est notre meilleure arme. Il doit pénétrer dans de nouveaux foyers, il doit être lu par de nouveaux lecteurs.

Et, bien sûr, vous le savez, nous organisons une tombola autour de ces abonnements.

Mais ce n'est pas pour gagner des lots, c'est pour que vous puissiez faire un geste politique, un geste utile, que nous vous invitons à souscrire un abonnement.

Et si nous organisons une tombola, c'est pour notre plaisir à tous, pour distribuer à nos amis les articles chers que nous n'avons pas voulu mettre en vente à la fête parce qu'ils étaient trop chers.

Alors, camarades et amis, je vous souhaite une fête agréable et vous donne rendez-vous ce soir à 18 h 30, place de la Commune, pour le tirage de la tombola.

Et vive Lutte Ouvrière !

Avant de nous séparer, camarades anglais, allemands, espagnols, américains, africains, ici présents (et j'en oublie sans doute), je voudrais vous demander de reprendre avec nous *l'Internationale*, le chant des travailleurs du monde entier.

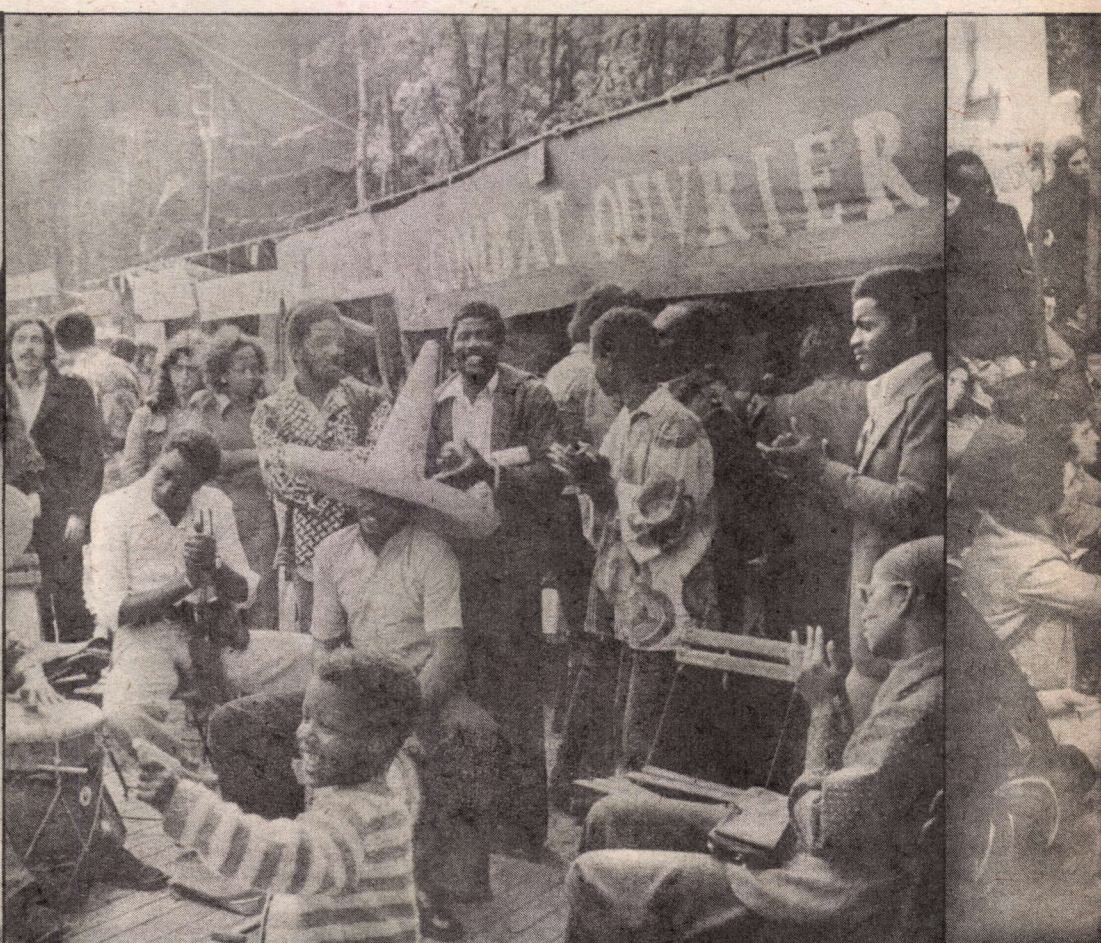
des lieux de détente et de dégustation



LA CINQUIEME FETE



la liberté d'expression
à la première place



des stands politiques



un même élan
révolutionnaire

Abonnements et tombola

DANS le cadre de la cinquième fête de Lutte Ouvrière, était organisée une campagne d'abonnements. Le résultat est fort encourageant pour notre hebdomadaire puisque, au terme des trois jours, nous avons pu comptabiliser près de cinq cents nouveaux abonnés.

Et comme c'était la fête, chaque souscription donnait droit à un billet de tombola. Les lots de celle-ci n'étaient pas luxueux, mais elle était organisée pour l'amusement de tous. Et ceux qui ont assisté aux tirages du dimanche et lundi soir se sont effectivement bien amusés.

Pour tous ceux qui n'ont pu, pour une raison ou pour une autre, recevoir immédiatement leur lot, voici les résultats :

RÉSULTATS DE LA TOMBOLA

du dimanche

1^{er} prix : Un vélo (emporté de suite)
2802 : Une couverture tricotée main
2025 : *Le pain noir* (2 volumes)
1231 : Une poupée
2412 : Un foulard indonésien
1126 : Un boubou
1861 : Un puzzle géant
1853 - 2111 - 1253 - 2623 :
Un parolier *Chants révolutionnaires*
2667 - 2244 - 1301 - 1721 :
Une gougère + un verre de cidre
2801 - 2292 - 1191 - 2101 - 1132 :
Une crêpe ganache
1256 - 2323 :
Une tarte aux pommes
1725 - 2303 - 3180 :
Un far breton
3112 : Une part de goulasch

du lundi

2649 : Un vélo
2201 : *Les hommes de la liberté*
2112 : Une couverture de laine (tricot main)
2044 : Un disque *Chants de la guerre d'Espagne*
1334 : Un châle de laine noire
3120 : Un boubou
1346 : Un tee-shirt de la fête
1509 : Un cendrier
1726 : Un foulard
2042 : Un puzzle
1283 - 1322 - 2114 - 1259 - 2648 - 2336
- 3161 - 2083 - 1127 - 1727 :
Cinq vignettes

DE LUTTE OUVRIERE

Allocution d'ARLETTE LAGUILLER le lundi 19 mai

CETTE fête, à laquelle sont représentés près de quatre-vingts groupes politiques de gauche et d'extrême-gauche, est pour nous la preuve qu'on peut, au sein du mouvement ouvrier, défendre vivement et ouvertement ses idées tout en restant solidaires.

Cette fête, par la présence de nombreux travailleurs et groupes étrangers, est aussi un exemple d'internationalisme prolétarien.

Et ici, sur cette pelouse de Villiers-Adam, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas oublier que, depuis notre dernière fête, le peuple vietnamien a enfin conquis l'indépendance pour laquelle il s'est si longtemps battu, contre l'impérialisme français d'abord, contre l'impérialisme américain ensuite.

Et cette victoire du peuple vietnamien, nous la saluons du fond de notre cœur, comme nous saluons l'héroïsme extraordinaire avec lequel ce petit peuple, démuné de moyens, a réussi à contraindre la première puissance impérialiste mondiale, l'armée la plus moderne et la mieux équipée, à reconnaître enfin son droit à décider lui-même de son sort.

Nous savons certes que cette victoire du peuple vietnamien n'est ni une victoire du socialisme, ni une victoire du prolétariat, parce que la direction politique que ce peuple s'est donnée ne se place pas sur le terrain de la révolution socialiste et du prolétariat.

Nous le savons, et nous devons donc le dire, parce que nous ne devons ni nous faire des illusions, ni contribuer à en créer. Parce qu'encore une fois, la vérité seule est révolutionnaire.

Mais la classe ouvrière, mais les révolutionnaires socialistes ne peuvent malgré tout que se réjouir profondément de la chute du régime Thieu et de la victoire du Front National de Libération, parce que, même s'il ne s'agit pour le peuple vietnamien que du droit à décider lui-même de son sort, c'est pour nous, révolutionnaires socialistes, un droit fondamental et l'un des objectifs de notre combat.

C'est pourquoi aussi la défaite de la première puissance impérialiste mondiale est, quelles que soient ses limites, une victoire pour les travailleurs du monde entier, y compris pour nous, travailleurs français, citoyens d'un pays qui a opprimé pendant des dizaines d'années d'innombrables peuples d'Afrique et d'Asie et qui fait encore peser le joug colonial sur les prétendus DOM et TOM, sur les Antilles, Djibouti, la Guyane et la Réunion.

Et si nous savons que la chute du régime Thieu ne signifie pas la naissance au Vietnam d'un pouvoir représentant réellement les intérêts de la classe ouvrière et des paysans pauvres, si nous savons que le sort des travailleurs vietnamiens dépendra avant tout de leur capacité à construire leur propre organisation, se situant sur le terrain de la lutte pour la révolution socialiste mondiale, cela signifie pour nous, travailleurs de ce pays et militants révolutionnaires français, que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les travailleurs vietnamiens à réaliser cet objectif.

Mais il n'y a pas qu'au Vietnam que les choses ont changé depuis un an. Plus près de nous, en Europe, nous avons vu s'effondrer la dictature des colonels grecs. Ce n'est certes pas la classe ouvrière grecque qui a renversé cette dictature. C'est la bourgeoisie grecque elle-même qui a congédié les colonels, ayant perdu toute autorité à la suite de l'échec de leur aventure chypriote, pour les remplacer par un régime tout aussi dévoué aux intérêts du grand Capital et par un personnel politique qui est celui-là même qui avait amené les colonels au pouvoir.

Mais la chute de la dictature n'en a pas moins une importance considérable pour les travailleurs grecs, parce qu'elle leur ouvre de nouvelles possibilités d'organisation.

Au Portugal non plus, le renversement de la dictature Caetano n'avait pas été l'œuvre de la classe ouvrière.

C'est une fraction de l'armée bourgeoise, organisée au sein du Mouvement des Forces Armées — du MFA — qui en avait été l'artisan.

Les capitaines du MFA ne se donnaient évidemment pas pour but la construction d'une société débarrassée de l'exploitation.

Ce qu'ils veulent, c'est moderniser le Portugal. Le moderniser sur le plan politique, en le débarrassant d'une dictature semi-féodale et en essayant

d'instaurer un régime parlementaire bourgeois. Et le moderniser sur le plan économique, en essayant de faire décoller l'économie portugaise, qui est aujourd'hui l'une des plus arriérées d'Europe.

Et pour atteindre leur but, ils ont recherché des associés dans toutes les directions, du côté des généraux réactionnaires à la Spínola, pour rassurer la bourgeoisie, du côté du Parti Communiste et du Parti Socialiste, pour convaincre la classe ouvrière qu'il fallait retoucher ses manches.

Là aussi, la chute de la dictature a ouvert de nouvelles possibilités politiques et de nouvelles possibilités d'organisation à la classe ouvrière. Et la classe ouvrière portugaise est aujourd'hui l'une des plus politisées et des plus mobilisées du monde.

Mais les organisations les plus puissantes de cette classe ouvrière ne s'attachent pas à défendre son indépendance politique.

La politique du Parti Communiste Portugais, c'est le soutien incondicional aux capitaines, sans rien faire qui puisse mettre en cause la domination politique et sociale de la bourgeoisie.

La politique du Parti Socialiste, c'est de se poser, là-bas aussi, en loyal gérant des intérêts de la bourgeoisie dans un régime parlementaire, quasi impossible au Portugal.

Mais aucun de ces deux partis n'explique aux travailleurs portugais qu'ils ne doivent faire confiance à personne d'autre qu'à eux-mêmes, ni aux hommes politiques bourgeois, ni aux cadres d'une armée dont rien ne peut faire oublier qu'elle a été celle de Salazar et de Caetano, qu'elle a été celle d'une quinzaine d'années de guerres coloniales et qu'elle pourrait bien demain frapper les travailleurs portugais.

Les capitaines du MFA se sont débarrassés il y a quelques mois de Spínola, s'étant aperçus, disaient-ils, que c'était un général réactionnaire.

Et, aujourd'hui même, la radio nous annonce qu'un nouveau coup d'Etat réactionnaire aurait été jugulé et que le Conseil de la révolution envisagerait de se débarrasser du général Costa Gomes.

Mais qui mettra les travailleurs portugais à l'abri d'un nouveau putsch réactionnaire, le jour où la majorité des cadres militaires auront décidé de mettre fin à leur politique actuelle, le jour où ils auront décidé de faire au Portugal ce qu'a fait Pinochet au Chili ?

Et jusqu'à quand demandera-t-on aux travailleurs portugais de faire confiance à des capitaines, qui eux-mêmes font confiance à des généraux dont ils découvrent six mois après qu'ils sont trop à droite ?

Les travailleurs portugais ne peuvent évidemment que soutenir le MFA contre toutes les attaques de la réaction et des forces semi-féodales qui rêvent d'un retour à un régime Caetano. Mais ils doivent aussi se donner les moyens de se défendre eux-mêmes contre cette réaction et, éventuellement, contre le MFA.

Ils doivent maintenir à tout prix leur indépendance politique, s'armer moralement d'abord, matériellement ensuite, pour être en mesure de se défendre et de défendre leurs propres intérêts. C'est-à-dire qu'au Portugal aussi, le principal problème qui se pose à la classe ouvrière est celui de la construction de son parti de classe, d'un parti travaillant à la victoire de la révolution socialiste mondiale.

C'est le problème qui se pose aux travailleurs vietnamiens, c'est le problème qui se pose aux travailleurs grecs, c'est le problème qui se pose aux travailleurs portugais et c'est aussi, bien sûr, le problème qui se pose à nous, travailleurs de ce pays, travailleurs français comme travailleurs immigrés.

C'est le problème de l'organisation de la classe ouvrière internationale, de la construction d'une nouvelle Internationale, qui puisse mener les travailleurs et les opprimés du monde entier à la victoire dans la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Car il n'y aura pas de victoire possible du socialisme tant que cette Internationale ne sera pas construite. Ce n'est pas par hasard si l'hymne de tous les travailleurs du monde s'appelle l'Internationale. Ce n'est pas par hasard s'il appelle les exploités et les opprimés du monde entier à s'unir pour que l'Internationale soit le genre humain.

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ! VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !



es forums politiques
interrompus



les interventions de
notre camarade
Arlette Laguiller



GISCARD

un président bourgeois

De la vie de château...

Valéry Giscard d'Estaing est né le 2 février 1926 à Coblenze. Son père était à l'époque directeur des finances au Haut Commissariat de France en Rhénanie. Le grand-père est le parlementaire Jacques Bardoux, l'arrière-grand-père a été ministre de Mac-Mahon en 1877, des membres de la famille ont été sénateurs dans les régimes précédents. La lignée remonterait jusqu'à Louis XV... par la petite porte.

Divisant habilement le travail entre ceux qui font des affaires et ceux qui font de la politique, la famille Giscard a su faire fortune. Aujourd'hui Edmond, le père, participe à la direction d'un certain nombre de sociétés parmi les plus grosses, dont Thomson-Houston, Kléber-Colombes, Carbone-Lorraine, la Compagnie Industrielle Maritime. Olivier, le frère, avait quelque peu fricoté avec la politique en tant que député de Cannes, mais s'occupe surtout d'affaires au conseil d'administration d'IBM-France, de Sivil et comme P-DG de Gibbs-Hill France.

Une enfance de gosse de riche. Pas d'école primaire, un précepteur. Ski et piano. La vie de château au sens propre. En 1935, il est au lycée Janson-de-Sailly, le lycée huppé par excellence.

C'est la guerre. Il veut « participer aux choses ». Il prend contact avec un réseau de résistance, « Défense de la France ». Dans la foulée de la Libération, il s'engage dans le 2^e Dragons.

Prudente, la famille avait misé sur les deux tableaux. Pendant que Valéry et son père Edmond flirtent avec la Résistance, le grand-père Bardoux est conseiller national de Pétain.

... aux grandes écoles

1946 : la guerre est finie. Le bon élève retourne à ses études. Il est reçu sixième à Polytechnique en 1948, puis passe à l'ENA de 1949 à 1951.

A la sortie de l'ENA, il choisit l'Inspection des Finances. Il épouse Anne-Aymone de Brantès, une petite fille du baron Schneider. Avec elle, il pénètre dans l'empire Schneider. Car, comme l'a dit un jour son compère Poniatowski, « Giscard, c'est un sentimental... redressé par Polytechnique ». En 1954, il sera nommé Inspecteur des Finances.

Giscard commence sa carrière politique en 1954-55 en tant qu'adjoint du directeur de cabinet d'Edgar Faure, alors ministre des Finances. Il est chargé des « indicateurs économiques », c'est-à-dire qu'il apprend à manipuler les indices. Cela lui servira.

Du Parlement...

A l'occasion des législatives

de janvier 1956, son grand-père, Jacques Bardoux, député du Puy-de-Dôme, lui laisse sa place de député. Député, il fait partie du groupe des moins de quarante ans, les « jeunes loups » de l'époque, qui en novembre 1956 adressent une lettre au président Coty, réclamant le retour de De Gaulle. Un peu tôt !

... aux Finances

De 1958 à 1960, il est secrétaire d'Etat aux Finances dans l'ombre d'Antoine Pinay. Giscard laisse tomber Pinay et seconde le nouveau ministre Baumgartner. Le 19 janvier 1962, l'opération a porté tous ses fruits. Il devient ministre des Finances.

Il prend encore plus ses distances par rapport à son protecteur Pinay et crée les Républicains Indépendants, regroupement de notables conservateurs favorables au régime gaulliste.

Ayant choisi de miser sur De Gaulle, il prend soin de ne jamais se confondre entièrement avec le parti gaulliste, de manière à s'en séparer en temps utile. Il prépare déjà son fameux « oui, mais »...

De la disgrâce...

Giscard est éliminé du gouvernement par De Gaulle le 8 janvier 1966. Il va profiter de cette retraite forcée pour augmenter quelque peu ses distances avec les gaullistes et renforcer son parti, les Républicains Indépendants. Il fonde les clubs « Perspectives et Réalités » et même une école de députés où on suit, entre autres... un entraînement à la relaxation !

Le 10 janvier 1967, c'est le « oui, mais... ». On prépare les élections législatives. Giscard donne son point de vue : « Le oui, c'est l'approbation sans réserve ; le oui-mais, c'est préparer l'avenir », c'est-à-dire l'après-gaullisme.

De Gaulle déclare : « On ne gouverne pas avec des mais ». A quoi Giscard rétorque : « On ne peut ni dialoguer ni contrôler avec des oui. »

Giscard se pose ensuite en adversaire de « l'exercice solitaire du pouvoir ». Ce qui lui vaut des rugissements gaulliens : « Le petit misérable ! Il a le diable au corps ! Il ratera tout, car il a la poisse et porte la poisse ! »

Vint mai 1968, où Giscard ne se compromet pas, mais lance une pique supplémentaire à De Gaulle : « Tout compte fait, il ne fallait pas regretter ces événements qui font monter à la surface des problèmes qui existaient en profondeur. »

Enfin, en 1969, Giscard sent qu'il est temps de lâcher un De Gaulle usé par le pouvoir,



qu'une partie de l'opinion publique bourgeoise avait abandonné. Il sera le porte-parole de cette frange de l'opinion publique bourgeoise en déclarant avant le dernier des référendums gaulliens : « En ce qui me concerne, avec regret mais avec certitude, je ne l'approuverai pas. » Cette prise de position sera déterminante.

A ce qu'il paraît, Giscard, à ce moment-là, avait envisagé de se présenter à la présidence. Mais les raisins étaient encore trop verts. Il préfère marchander son soutien à la candidature Pompidou. Celui-ci, une fois élu, le récompense en le remettant à la tête du ministère des Finances.

Résultat de quinze ans de

gestion fiscale, assurée la plupart du temps par Giscard : les impôts à la consommation, qui frappent les couches populaires, ont été multipliés par 5 ; l'impôt sur le revenu par 5,2 ; par contre, les impôts sur les sociétés par 3,9 seulement. En passant, il invente le système de l'avoir fiscal, qui favorise le contribuable capitaliste.

Habile, il sait tirer parti au maximum de sa fonction de ministre pour sa propre carrière politique. En soignant son image de marque, mais probablement aussi en laissant filtrer quelques informations judicieusement choisies sur les combines fiscales de ses concurrents. Chaban a des raisons de s'en souvenir...

... à la présidence

La mort de Pompidou l'amène à se porter candidat à la présidence de la République. Il est élu. Commence une grande campagne de ripolinge de la façade de la V^e République. On le verra inviter des éboueurs à son petit déjeuner et lui-même aller goûter la soupe dans les chaumières. Lui qui prit jadis le métro (mais qui ne se rappelait pas le prix du ticket pendant sa campagne) remontera les Champs-Élysées à pied lors de son investiture. On est peuple ou on ne l'est pas.

Jacques FONTENOY.

Les pensées du président Giscard

« J'ai été contestataire, moi aussi » (1968).

A propos de l'enlèvement de Ben Bella :

« J'étais loin d'approuver, sur le plan de la légalité, cette action des militaires français, confie Giscard. Mais, en même temps, la manière me semblait correspondre à la guerre qui nous était faite. » (1957)

Un cabotin :

A Pierre Dumayet, lors de Cinq colonnes à la Une, il suggère : « A un moment quelconque, par mégarde, appelez-moi Valéry et excusez-vous. Je vous dirai de continuer... »

La TVA est « le plus beau fleuron de la fiscalité française ». Et l'avoir fiscal ?

Une charade mathématique-politique :

« Les modérés et le Centre ne forment en réalité qu'une seule famille et s'étendent de la frontière de l'extrême-droite à une limite qui passe au deux tiers du radicalisme et aux trois quarts du MRP. » (1966)

Discussion avec un détenu :

Le détenu : « Ah moi, je n'aimerais pas être à votre place. »

Valéry : « Moi non plus. »

« Aujourd'hui, je ne sacrifierais plus ma carrière à une femme. » (Mai 1974)

« J'appartiens à une région dont la spécialité est de fournir à la France des fromages, des pneumatiques et des hommes d'Etat. »

Des fromages aux hommes d'Etat...

Un hypnotiseur ? :

« Je voudrais regarder la France au fond des yeux. »

« J'ai dit que je voulais regarder la France au fond des yeux, mais je voudrais aussi atteindre son cœur. »

« La France veut être gouvernée par le centre-droit. Je me placerai au centre-droit et, un jour, je gouvernerai la France. »

Un opportuniste ? Où ça ?

Raconté par Le Nouvel Observateur :

« Au cours d'un débat sur la loi de Finances, Robert Ballanger s'oppose à Giscard et cite des chiffres. Réponse de Giscard, de son banc : « Vos chiffres sont complètement faux ! ». Ballanger, furieux : « Mais ce sont les chiffres officiels publiés par vos services ! ». Giscard : « Absolument pas, vous êtes un imposteur. »

A la sortie, Ballanger se précipite vers Giscard, les statistiques INSEE à la main. Giscard l'arrête d'un geste :

« D'accord, vous aviez raison et j'avais tort... Mais vous ne pensez quand même pas que j'allais le dire publiquement pour que ce soit inscrit au Journal officiel... ».

la souscription pour lutte ouvrière

surveillant, 50 F - Claude D., éducateur, 50 F - Blot, professeur, 100 F - Une ouvrière, d.Y. Combaude, 10 F - Une patronne de café, 50 F - Une étudiante des Beaux-Arts, 50 F - Jacques, étudiant des Cezeaux, 6 F - Un travailleur yougoslave, 10 F - Un étudiant d'Amédée, 3 F - Un lycéen sympathisant, 10 F.

LIMOGES : Ouvrière à domicile, 5 F - Un ouvrier de la Savie, 8 F - Un étudiant E.M., math, 10 F - Sympathisant, 3 F - Un abonné d'Eymoutiers, 10 F.

BRIVE : Lycéen, 8 F.
BORDEAUX, USINE CHAUSSURES TACHON : Bernard Nadine, 10 F - Dubort Claude, 10 F - Coutantin Annie, 10 F - Dufour A-Marie, 10 F.

USINE SAFT : J.-François, ajusteur, 50 F - Lagier, contrôleur, 5 F - Piamas, OS, 2 F - Debeyrol, OS, 20 F - Une ouvrière, OS, 5 F - Richard Elisabeth, OS, 5 F - Abdou Nadia, OS, 5 F - Bondan Nadine, OS, 5 F - Khlar, OS, 5 F - Manier, OS, 5 F - Dupuch Techn., 10 F - Boué Techn., 10 F - Barthelence Marupe, 20 F - Boamel, 20 F - Tapie, 55 F.

ANGOULEME : Un professeur, 100 F.
ORLY-NORD : Un mécanicien navigant sympathisant, 40 F.
CARP : Carole, 20 F.

HOPITAL ST-ANNE : Jaja, ouvrier mécanique, 5 F - Dolorès, agent hospitalier, 10 F.

CET ISSY-LES-MOULINEAUX : Papon, maître auxiliaire, 20 F - Testor, maître auxiliaire, 50 F - M. Nicolas, maître d'externat, 10 F - M. Mustapha B.A., immigré, 10 F - Mme Caumel, Aurillac, 20 F - Un élève infirmier, 10 F - Un sympathisant, 10 F - SNCF Villeneuve, 30 F - CET La Source, 5 F.

COMPIEGNE : Legendre, 15 F - Leroy, 20 F - M. Pénigues, 10 F - Un travailleur de Poclain, 10 F - Un travailleur de Emo, 10 F - Paris PTT Brune, un ouvrier, 10 F - Un ouvrier de Brune, 10 F - Un ouvrier de Brune, 10 F - Un postier, 10 F - Ethève, 8 F - Un postier de Brune, 10 F.

CREDIT LYONNAIS ST-MARTIN : Molinier Pierre, 10 F - Laversonne Alain, 10 F - Anonyme, 5 F - Bresson Dominique, 10 F - Lioussanne, 5 F - Anonyme, 10 F - Etard, 10 F - Besou, 4 F.

WESTINGHOUSE SEVRAN : Daniel, 50 F - Pierre, 20 F.
VALLOUREC NOISY-LE-SEC : Un travailleur, 5 F - Un travailleur, 5 F - Un camarade immigré, 6,50 F - Un jeune, 5 F - Un soudeur bout à bout, 10 F - Un travailleur des Tubes Gaz, 10 F - Une copine sympa, 100 F - Un électricien, 10 F - Anonyme, 0,50 F.

UNIVERSITE PARIS-VII : Durand-Dastes, 15 F - Monique Fort, 100 F - Hemery Daniel, 20 F.

ARMEE : Un bidasse, 5 F - Un soldat du contingent, 10 F - Un appelé 74/08, 5 F - Un appelé, 10 F.

ALSTHOM ST-OUEN : Mirabeau, 10 F - Bouissou, 5 F.

RENAULT - BAS-MEUDON : Chojnach, 10 F - Cariste, 5 F - Jo, 10 F - Abdel Houabi, 5 F - Palacio, 20 F - Martin, 50 F - Mme Drouard, 20 F.

ERICSSON COLOMBES : Jocelyne Bourebia, 4 F - Une ouvrière de Cergy, 30 F - Karakachian, 10 F - D.C., 5 F - Porte, 4 F - Une ouvrière, 50 F - Une ouvrière, 10 F.

THOMSON CSF BAGNEUX : Pirois, 50 F - Un employé, 10 F - Un A.T., 20 F - Un A.T., 10 F - Un employé, 30 F - Espinas, 5 F - Un dessinateur, 100 F - Un téléphoniste, 10 F - Un câbleur, 20 F - Une administrative, 55 F.

AGF : Un sympathisant, 100 F - Une dactylo sympathisante, 100 F - Un sympathisant, 10 F - Un employé, 10 F - Un employé, 5 F - Un employé, 5 F.

COMPTEURS DE MONTROUGE : Degorge, 50 F - Cauchy, 20 F - Simon, 20 F - Bochet, 50 F - Carre, 20 F.

CAPIMMEC LEVALLOIS : Une employée, 5 F - Une employée sans le sous, 2 F - Une employée, 20 F - Cousu Sarah, 10 F - Lherm Régine, 10 F - Une sympathisante, 20 F - Ghislaine, 10 F.

HAMEAU : Planet M. Elisabeth, 5 F - Lagrange Francis, 10 F - Chantal La Coste, 50 F - Noëlle Lagrange, 50 F - Gérard De Furne, 20 F - Christiane Sanchez, 10 F - Chantal Breton, 10 F - Yvonne Malaise, 15 F - Une sympathisante, 50 F - Bente Martine, 10 F - Gallard Luc, 10 F.

BNP : Françoise, 100 F - Xavier, 20 F - Danielle, 10 F - Claude, 30 F - René, 32 F - Jacky, 40 F - Marc, 10 F - Nadia, 20 F - Jean-Paul, 30 F - Eric, 10 ans, 10 F.

SNCF PARIS : Un cheminot de Montparnasse, 10 F - Velo Gabriel PLM, 12 F.

SUD-OUEST : Vitry, 20 F - Colom, 20 F - Olhagaray, 20 F - Douence, 20 F - Signoles, 5 F - André, 20 F - Crispi, 7 F - Robert, 5 F - Becasse, 10 F.

CIE D'ASSURANCES L'EUROPE : Mme Y., 5 F - Une sympathisante, 5 F.

J.L., Monge, 10 F - C. Guthmann, 10 F - Anonyme, 10 F - Aonyme, 10 F - D. Lhair, 10 F - Un lecteur, 6 F - L.A.N., 45 F - G. Fishmann et Caracena, 35 F - M. Un lecteur, 2 F - En soutien, 12 F - Une employée de l'URSSAF, 15 F - Un prof de CET, 50 F - Une employée du Crédit Agricole, 40 F - Anonyme, élève ESE, 10 F - M. K., Schlumberger, 50 F - Goldfartz, 10 F - Une sténodactylo, 10 F - Une sympathisante du 18^e, 6 F - Marie, 5 F - Ouvrier, 150 F - Sympathisant, 4 F - Auard, Aulnay, 20 F - Bretonne de Pontoise, 10 F - Béatrice Tchaparlian, lycée Balzac, 5 F - Mme Cepisul, Blanc-Mesnil, 5 F - Grimaud, Rueil, 10 F - Anonyme, Paris-18, 30 F - Gaeil, Lille, 10 F - Sympathisante, Pantin, 10 F - Un sympathisant d'Etampes, 30 F - H.Z., 10 F - M.Z., 7 F - Un travailleur General Motors, 60 F - Un OS General Motors, 10 F - Un sympathisant LO, 60 F - Princesse de Joinville, 100 F - Mère de militant, 20 F - Un Sarcellois, 10 F - Enseignante, Garges, 50 F - Enseignantes, Sarcelles, 8 F - Paul Houdart, 100 F - Jean Descusses, retraité du Crédit Lyonnais, 10 F - F. Bouchet, étudiant, 25 F - M. et Mme Brunet, 30 F - Nicole Berneur, 20 F - Thibault, 5 F - Une sympathisante, 10 F - Une sympathisante, fac d'Orsay, 3 F - Arnieux, élève-infirmière, 10 F - Cerliani Pierrette, 10 F - Antonio, Portugais, lecteur de LO, 10 F - Diololo Abdoulaye, 10 F - Doudou, 5 F - Marie, 8 F - Un autre Antonio, Portugais, 3 F - M. Marne, porte de Choisy, 20 F - Sympathisante, 5 F - Sympathisant, Massy, 8 F - Dessinatrice, 3 F - Aupetit, 10 F - Un ouvrier de General Motors, 30 F - Un sympathisant, Savigny, 10 F - Un du CNRS, 30 F - Un imprimeur intérimaire, 20 F - Une câbleuse Thomson CSF, Gennevilliers, 20 F - Derue, Ericsson, 20 F - Lebas, Versailles, 10 F - M.A., Versailles, 5 F - Marie-Line, Ericsson Colombes, 10 F - Guénean, Colombes, 10 F - Contout, Nanterre, 5 F - Lequiem, 50 F - Audel, 10 F - Une sympathisante, 10 F - A.G., 2 F - Une amie, 10 F - Une employée de banque, 10 F - Un employé CGCT, 10 F - Une employée CGCT, 10 F - Mario, 10 F - Sonia CGCT, 5 F - Un cheminot, 10 F - Roger, 5 F - Kozak C., 100 F - Technicien d'atelier CGCT Brouchet Pilatier, 30 F - Le Perrec, câbleuse CGCT, 10 F - Lecat, soudeuse CGCT, 10 F - Sympathisant CGCT, 10 F - Une travailleuse CGCT, 10 F - Arlette « La tigresse CGCT », 10 F - M. Petit Martine, CGCT, 10 F - Sympathisant CGCT, 10 F - Padonon, 10 F - Une étudiante Jussieu, 10 F - La maman d'un copain, 100 F - Un lycéen, Ivry, 10 F - Un lycéen, Ivry, 15 F - Tintin, 30 F - Un prof, 10 F - Une employée du ministère, 5 F - Mme Lamy, Ivry, 6,50 F - Marcelle Fort, Ivry, 5 F - Employée d'Air France, 20 F - Un lycéen S., Mallarmé, 20 F - Une lectrice de Lutte Ouvrière, 10 F - Ammirati Françoise, 5 F - Piquenal Jean-Claude, 50 F - Guitart Françoise, 20 F - Michel Machin, 10 F - Une employée, 35 F - Alain, 5 F - Agnès, 10 F - Luc Meran, 10 F - Brunel, 20 F - Pittant, 10 F - M. Mathieu, Courbevoie, 10 F - A.M., Paris-9, 20 F - C.G.M., Paris-9, 50 F - E.M., Paris-9, 50 F - R.D., 30 F - Y.F., Paris-19, 20 F - R.P., L'Hay, 15 F - Constant, 10 F - Anonyme, Fresnes, 10 F - Une sympathisante de Fresnes, 10 F - M. Houet, 70 F - Dru Chantal, 10 F - Aldo, 10 F - S.R.G., 100 F - Sympathisante LO, Asnières, 5 F - Sympathisant LO, Jussieu, 30 F - Sympathisante PC, Gentilly, 8 F - Sissoko, Norton, La Courneuve, 23 F - Une serveuse, St-Ouen, 10 F - Un tôleier St-Ouen, 17 F - Cheminot, 10 F - Un militaire, 10 F - Deux enseignants du 12^e, 20 F - Une sympathisante, 5 F.

Total publié à ce jour : 174.020 F.

SNECMA-Corbell

LA C.F.D.T. VEUT LICENCIER DES MILITANTS C.G.T.

Un militant menacé de licenciement et à qui, en attendant, son patron ne confie plus aucun travail en espérant par là le dégoûter et l'amener à démissionner, des menaces de grève de l'ensemble du personnel, à la fois pour protester contre ces menaces et défendre leurs revendications ! Banal, direz-vous. Innombrables sont les entreprises où cela arrive ou, est arrivé.

Exact, mais cette fois le patron en question n'est autre que le Comité d'entreprise de la SNECMA-Corbell, à majorité CFDT-FO-CGC.

Jusqu'aux dernières élections, en octobre 1974, la majorité appartenait à la CGT. Celle-ci avait donc embauché du personnel CGT — le CE emploie vingt-deux personnes — en particulier aux postes les plus importants, comme celui de secrétaire administratif par exemple.

La nouvelle majorité, conduite par la CFDT, prétendant qu'il était impossible de gérer le Comité avec un tel personnel et surtout un tel encadrement, mais sans avancer de reproches précis, a donc décidé de licencier le secrétaire administratif et aussi de remettre à la disposition de



la direction SNECMA une secrétaire que celle-ci avait mise à la disposition du Comité. Les nouveaux maîtres du Comité reprochent à cette dernière, comme au premier, d'être liée à la CGT.

Cela a évidemment provoqué une levée de boucliers parmi les militants CGT de l'entreprise, qui ont suscité pétitions et mouvements de protestation du personnel SNECMA. Celui-ci est d'ailleurs partagé. Si l'attitude de la CFDT indigne certains, beaucoup se rappellent aussi que, lorsqu'elle était majoritaire, la CGT n'avait pas hésité à licencier une bibliothécaire employée par le Comité... pour la raison qu'elle avait des sympathies gauchistes.

On en est là de cette affaire qui

mobilise toutes les énergies des dirigeants CGT comme CFDT de l'entreprise. Elle n'est certainement pas terminée.

Mais elle s'est suffisamment développée pour illustrer parfaitement comment la gestion du Comité d'entreprise peut amener des syndicalistes à se conduire comme des patrons.

Les travailleurs de la SNECMA auront en tout cas découvert que CFDT et CGT peuvent combattre et se combattre avec acharnement. Mais l'enjeu ne concerne en rien les revendications des travailleurs. Il concerne uniquement la manière dont seront gérées les œuvres sociales du patron et... les 5% de la masse salariale qu'il attribue au Comité.

NEOGRAVURE (Corbell)



UNE GRÈVE DÉVOYÉE

Après avoir reporté la réunion plénière du 9 au 12 mai, puis au 13, et avoir fait attendre les délégués trois heures durant avant de les recevoir pour leur dire qu'elle n'avait pas de temps à perdre, la direction a montré quelle considération elle avait pour eux. En guise de riposte, nos représentants décidaient une heure de débrayage, en attendant la suite, ce qui fut aussi inefficace que d'habitude. La suite, celle à laquelle la direction ne s'attendait pas du tout, ce sont nos camarades caristes qui l'ont donnée. Las d'attendre les suites sans suite, et en ayant assez du mépris de la direction, ils ont décidé, à la suite de l'heure de débrayage du 13 mai de faire grève pour de bon. Ils revendiquaient une augmentation de salaire de 70 centimes de l'heure.

Toute l'usine et la brochure ont été rapidement paralysées.

La direction, inquiète pour la sortie de ses titres, surprise par cette grève réelle celle-là, a employé l'arme classique : n'accepter de « discuter » qu'à la condition que nos camarades reprennent d'abord le travail.

Malheureusement, les responsables syndicaux ont poussé dans ce sens pour ne pas « tomber dans le piège de la direction, ont-ils dit. Le piège, ils l'ont tendu eux-mêmes, effrayés qu'ils étaient à l'idée que l'ensemble des travailleurs de l'entreprise aurait pu se joindre aux caristes, puisque pour eux, ce n'était pas le moment de le faire.

Pourtant, nos camarades caristes tenaient le bon bout. Mais une fois encore les responsables syndicaux, qui ont eu tout juste le talent de se faire jeter dehors tant en commission paritaire nationale, qu'en réunion plénière par des patrons de plus en plus arrogants, en ont décidé autrement.

Correspondant LO.

SNIAS-Marignane

Le chef du personnel inculpé d'atteinte aux libertés syndicales !

A la SNIAS, les atteintes aux libertés syndicales sont monnaie courante. Les chefs font directement pression en faveur de FO. Ils poussent les travailleurs intérimaires à prendre la carte FO. Du moins leur font-ils comprendre que cela vaut mieux, s'ils veulent être définitivement embauchés par l'entreprise. Ils signifient aussi de façon plus ou moins claire aux syndiqués CGT qu'ils ont peu de chances d'avancement et nombreux sont les cégétistes qui restent des années au même coefficient. Enfin, les chefs mutent à tour de bras ceux qui, à la CGT, se montrent trop militants ou posent leur candidature à des postes de délégués. C'est cela qui s'est également produit en septembre 1973 à l'égard de cinq délégués syndicaux de la CFDT dont la section venait juste d'être créée. La CFDT avait porté plainte pour atteinte aux libertés syndicales contre Marin, alors chef du personnel et célé-

bre aussi pour ses sympathies actives — pour ne pas dire plus — envers les CDR.

Le 5 mai dernier, Marin était enfin inculpé. Le 6 mai, le directeur de l'usine, M. Carayon, organisait une sorte de manifestation qu'il présenta ensuite comme une réaction de soutien à Marin. En fait, dans certains services, les employés avaient été convoqués à une « réunion d'information ». Ailleurs, les chefs avaient tout simplement désigné ceux qui devaient y aller ; quant aux intérimaires, il leur avait été vivement conseillé de s'y rendre — toujours dans le cas où ils souhaiteraient être un jour embauchés. Bref, la plupart des participants n'ont compris qu'ils avaient participé à une réunion de soutien que le lendemain en lisant *Le Méridional* où trônait, imposante, la photo des 800 participants censés défendre le chef du personnel. Correspondant LO.

La C.G.T. fait la risette aux CADRES

Le syndicat des cadres CGT (UGICT) se plaint amèrement. Il avait demandé à la confédération générale des cadres (CGC) de pouvoir s'associer à la journée d'action que cette dernière organise le 21 mai, mais la CGC a repoussé cette proposition.

Cette journée, au cours de laquelle les cadres étaient appelés à manifester pour la défense de leurs intérêts — en particulier pour la revalorisation de leurs salaires, et pour la remise en ordre de l'écart hiérarchique réduit disant-ils par l'augmentation des plus bas salaires — avait été décidée par la CGC dans la perspective corporatiste qui est celle de cette centrale.

Qu'aujourd'hui, la CGT lui emboîte le pas en quémendant sa participation à l'action de la CGC a de quoi choquer de la part d'une organisation qui prétend représenter les intérêts des travailleurs dans leur ensemble. Mais la CGT, n'avait-elle pas déjà, à plusieurs reprises, montré qu'elle était prête à faire les yeux doux à l'organisation des cadres, dans l'espoir de glaner quelques voix dans ces milieux. N'est-ce pas pour cela — entre autres — qu'elle s'obstinaient à revendiquer des augmentations en pourcentage, contre l'opinion d'une majorité de travailleurs ?

Devant les refus de la CGC, la CGT (UGICT) reproche à la confédération des cadres d'avoir agi par intérêt de boutique. Mais il est vrai qu'à vouloir faire elle aussi du corporatisme, la CGT est battue d'avance par une organisation

qui l'est par vocation, et avec beaucoup plus d'efficacité que la CGT, malgré les efforts que cette dernière déploie.

J.-P.V.

A l'Agence pour l'Emploi de Clermont-Ferrand : la direction veut licencier le secrétaire syndical CGT

Le secrétaire départemental CGT de l'Agence Nationale pour l'Emploi de Clermont-Ferrand est menacé de licenciement. Le secrétaire adjoint a reçu un avertissement.

Les accusations de la direction : « manque de respect vis-à-vis du droit de réserve » des agents de la fonction publique, « manque de la neutralité ».

Les motifs : la CGT de l'agence s'est solidarisée avec le personnel d'Amisul qui occupait son usine en faillite. De plus, à plusieurs reprises, la CGT s'est solidarisée avec les chômeurs et a dénoncé la situation des non-secourus. C'en est trop pour la direction et la préfecture : le 27 mai, le secrétaire CGT passe en conseil de discipline à Paris.

A l'Agence pour l'Emploi, on va licencier un agent parce qu'il veut défendre les chômeurs ! Et pour faire un exemple, un secrétaire de syndicat.

Correspondant LO.

EN LUTTE LES TRAV

Allons-nous vers une

GREVE GENERALE ?

Les usines Chausson d'Asnières et Gennevilliers sont occupées et le drapeau rouge flotte sur les bâtiments. A Dunkerque, les ouvriers d'Usinor tiennent bon. A Isoire, l'entreprise Cégédur est occupée. A Besançon, chez Bourgeois, chez Unimel, les travailleurs sont en lutte. Et il y a dans tout le pays des dizaines d'autres entreprises petites ou grandes qui, inconnues de la grande presse, ignorées même par l'ensemble des travailleurs, luttent dans l'isolement.

Le patronat depuis des mois s'efforce de faire payer la crise aux travailleurs par les licenciements, les restructurations, les faillites déguisées. Pour que leur argent continue à leur rapporter le maximum, les bourgeois retirent leurs capitaux des usines non rentables, investissent ailleurs, modernisent leurs entreprises. Pour cela, ils prennent sur les

richesses produites par les travailleurs au moyen du chômage total, partiel ou technique, ce qui revient à une diminution des salaires.

La classe ouvrière ne peut accepter qu'une partie d'entre elle se retrouve à la rue hors de la production, ou voie son niveau de vie amputé de la sorte.

Depuis le début de l'année, les postiers, les éboueurs, les métallurgistes de chez Renault, les ouvriers d'Usinor et bien d'autres travailleurs encore, comme ceux de chez Grandin ou ceux des Tanneries d'Annonay qui occupent leur usine depuis juin 1974, ont clairement montré qu'ils n'acceptaient ni les licenciements ni la dépréciation des salaires.

Chez Renault comme à Usinor, comme à Cégédur ou chez Chausson, les travailleurs réclamaient ou réclament 250 F d'augmentation pour tous.

La revendication d'une augmentation de salaire générale, égale pour tous, est aujourd'hui, déjà dans les faits, un des objectifs de ces luttes en cours. Cette augmentation uniforme doit être garantie par l'échelle mobile des salaires afin que l'augmentation des prix ne vienne pas réduire à néant les résultats obtenus.

Refus de tout licenciement avec partage du travail entre tous sans perte de salaire et augmentation des salaires eux-mêmes sont les objectifs actuels, immédiats.

Ces objectifs sont clairs, simples et concernent tous les travailleurs.

Les travailleurs sont prêts à la lutte, ils le montrent tous les jours, comme ils montrent dans les conflits qui sont en cours leur détermination et leur volonté de tenir et de vaincre.

Un peu partout les militants syndicaux sont à la tête de ces conflits souvent très durs. Mais ces grèves restent localisées, sans lien les unes avec les autres, sans perspective d'ensemble.

Manifestement, les dirigeants des centrales syndicales se refusent à coordonner les luttes et, manifestement, elles laissent les travailleurs, les militants se battre en ordre dispersé. Dans la situation actuelle, c'est une politique qui équivaut à refuser le combat et à laisser l'initiative à la bourgeoisie et au patronat.

Mais ce que les centrales syndicales ne veulent pas faire, la combativité des travailleurs et la nécessité économique peuvent le faire. Le printemps 1975 est peut-être tardif, mais il peut aussi être le début d'un grand mouvement généralisé des travailleurs, d'un mouvement nécessaire et attendu.

USINOR TOUJOURS EN GRÈVE



A Usinor-Dunkerque, la grève qui touche depuis le 5 mai l'ensemble du complexe sidérurgique, suite à l'intervention de la police contre le secteur des aciéries en grève, est toujours suivie à plus de 80% par l'ensemble du personnel. Pratiquement aucune production ne peut sortir de l'immense usine, malgré les affirmations de la direction. Celle-ci a en effet présenté la remise en route provisoire d'un haut-fourneau aux fins de protection de l'outil de travail comme un redémarrage de celui-ci. Mais il n'en est rien. La direction elle-même a d'ailleurs reconnu qu'elle ne constatait « aucun émiettement des piquets de grève ».

Quant aux revendications, la direction continue à leur opposer une fin de non-recevoir.

Mais cette fois, la grève est totale. La volonté des travailleurs de lutter jusqu'à satisfaction est bien réelle. Ils veulent qu'Usinor paye, Usinor qui réduit les revenus des travailleurs par des journées chômées, alors qu'il augmente les cadences des coulées, cet Usinor qui détient la palme des

accidents mortels du travail et affiche un mépris absolu de la vie des travailleurs.

Et si le mécontentement des travailleurs contre Usinor existe depuis bien longtemps et a explosé à maintes occasions, l'élément qui lui permet aujourd'hui de s'exprimer par un mouvement unanime du personnel est l'attitude de la CGT. C'est celle-ci qui a été dans le passé bien souvent hostile à tout mouvement général, qui l'a en effet proposé le 5 mai.

Si, pour des raisons de politique générale et parce que le mécontentement des travailleurs était grand, la CGT a décidé de prendre la tête du mouvement, elle tient pour les mêmes raisons à en garder le contrôle étroit, pour pouvoir arrêter les frais quand elle le décidera. Et cette politique aboutit à ne pas mettre toutes les chances d'être victorieux du côté des travailleurs.

Mais ceux-ci ne se sont pas engagés à la légère dans la lutte. Et ils sont bien décidés, quoiqu'il arrive, à faire céder Usinor.

Correspondant L.O.

Au Magasin général des tabacs de Paris (Saint-Denis)

LA GRÈVE CONTINUE !

La grève des tabacs, c'est en premier lieu la grève du Magasin Général des Tabacs de Paris, centre de distribution de la région parisienne et de la Seine-Maritime, situé à Saint-Denis. C'est de là que le mouvement est parti et depuis le 28 avril la grève y est totale. Les travailleurs occupent le centre jour et nuit, bloquant les stocks de cigarettes.

Ils réclament une prime mensuelle de 100 F en plus des revendications générales mises en avant par les fédérations : la révision de la grille des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

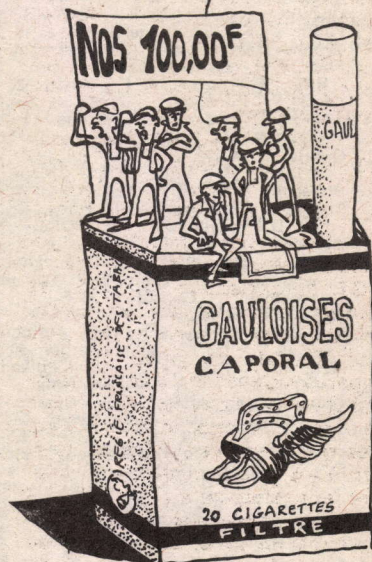
Le mécontentement est profond : à cause des salaires qui ne suivent pas la hausse des prix, à cause des conditions de travail qui sont dures et dignes d'un autre âge. Dans les centres de distribution, le travail consiste essentiellement à recevoir les chargements de cigarettes étrangères et les cigarettes de la Régie française en provenance des manufactures et de préparer et ex-

pédier les commandes des bureaux de tabac.

Le travail des préparateurs de commandes (qui représentent la moitié du personnel à Saint-Denis) consiste à tourner autour d'une chaîne de 44 mètres de long pour prendre les cartouches des diverses marques correspondant à la commande du détaillant. C'est près de dix mille cartouches que chacun manipule ainsi par jour, n'ayant pas droit à plus d'une erreur tous les deux jours (c'est-à-dire sur vingt mille cartouches manipulées) soit le chiffre ridiculement faible de 0,005 % d'erreur ! Si le travailleur dépasse ce pourcentage pendant trois trimestres consécutifs, il est déclassé et peut perdre 300 ou 400 F par mois. Les grévistes demandent, entre autres, la suppression de ce système inique.

Mais jusqu'à présent, la direction et le ministère des Finances dont elle dépend n'ont rien voulu savoir et, plutôt que de satisfaire les revendications des grévistes, ils préfèrent mettre en place à

ON Y MET LE PAQUET TANT QUE LA DIRECTION CONTINUE DE MEGOTER



grands frais des centres de distribution parallèles, faisant appel à des entreprises de transport, détournant les wagons de cigarettes et s'efforçant tant bien que mal de réapprovisionner un peu les détaillants. Tout cela avec l'aide de cadres non-grévistes qui n'ont jamais autant travaillé ! Inutile de dire que les grévistes n'apprécient pas les insinuations d'une certaine presse qui voudrait faire croire que ce sont eux qui organisent un marché noir des cigarettes !

Mais les grévistes tiennent bon. Ils sont bien décidés après un mois de grève à ne pas rentrer sans avoir obtenu satisfaction. A Lyon, le centre de distribution s'est mis lui aussi en grève illimitée et des débrayages ont eu lieu dans les autres centres et les manufactures. Le 22, les fédérations appelaient à une grève de 24 heures à l'échelle nationale pour obtenir l'ouverture de négociations.

Evidemment, face à l'intransigeance du gouvernement, il faudrait une riposte d'ensemble de tous les travailleurs du SEITA.

Correspondant L.O.

LUTTE OUVRIERE

AILLEURS EN LUTTE

ASNIERES-GENNEVILLIERS

GRÈVE *avec* occupation aux usines CHAUSSEON

Malgré la coupure des trois jours du week-end de la Pentecôte, la grève avec occupation se poursuit dans les usines Chausson d'Asnières et de Gennevilliers. Les grévistes revendiquent une augmentation de 250 F pour tous afin de rattraper les salaires de chez Renault. Loin de s'être affaiblie, la grève s'est renforcée en nombre de participants. Fait significatif : de nombreux travailleurs sont passés à l'usine pendant le week-end simplement pour prendre leur carte de gréviste. C'est à l'usine H (une des deux usines de Gennevilliers) que le mouvement dans ce sens était le plus fort. Alors que le vendredi 16 mai, 456 travailleurs étaient inscrits comme grévistes, ils étaient 975 le mercredi 21, soit la quasi-totalité des 1.100 ouvriers de ce secteur de fabrication.

Des Comités de grève ont été élus, aussi bien à l'usine H qu'à l'usine G (autre usine Chausson de Gennevilliers). Dans l'usine d'Asnières — secteur de professionnels et de bureaux —, trois Comités de grève locaux avaient été élus dans un premier temps, puis ils ont décidé la mise sur pied d'un Comité de grève unique pour Asnières.

La CGT et la CFDT ont toutes les deux pris position en faveur de la grève. Même Force Ouvrière et la CGC ont déclaré la soutenir.

L'attitude des organisations syndicales, plus exactement de la CGT, l'organisation syndicale de loin prédominante, est par contre infiniment plus nuancée vis-à-vis des Comités de grève. Ils sont apparus indépendamment de toute initiative syndicale officielle, bien que de nombreux militants, voire des responsables syndicaux, aient pris part à leur constitution. Malgré leur méfiance à l'égard de cette forme d'organisation des travailleurs en lutte, susceptible de contester leur monopole sur la direction de la grève, les responsables de la CGT ne s'attaquent pas pour l'instant aux Comités de grève qui regroupent dans les trois usines un grand nombre de travailleurs combattifs et bénéficient d'une large sympathie. Mais ils multiplient les interventions pour souligner le « caractère technique » des Comités de grève, destinés, selon le mot d'un de ces responsables « à transmettre la décision des syndicats ». Leur tactique consiste à maintenir le Comité de grève effectivement dans ces limites.

Le désir des grévistes de participer à leur grève, de prendre les responsabilités, est cependant tel que la tactique syndicale ne parvient pas à atteindre entièrement le but qu'elle vise. A l'usine H en particulier, l'organisation pratique de la grève appartient entièrement au Comité de grève que les responsables syndicaux désertent pratiquement. Il en va dans une certaine mesure de même à l'usine G. En fait, c'est seulement à Asnières que les deux organisations syndicales participent pleinement aux activités du Co-

mité de grève, mais dans cette usine, elles en assument la direction.

Certes, s'agissant d'une grève qui concerne la quasi-totalité des usines Chausson — outre Asnières et Gennevilliers, l'usine de Reims est également en grève et celle de Maubeuge l'a été jusqu'au week-end dernier — la direction appartient aux organisations syndicales, les seules struc-

250 F POUR TOUS

tures au niveau de l'ensemble du groupe Chausson.

Néanmoins, quelle que puisse être l'extension ultérieure du rôle des Comités de grève, leur simple existence, tels qu'ils sont, et la confiance dont ils jouissent, est une garantie que les organisations syndicales n'auront pas toute faci-

UNE DIRECTION GUERE EXPERTE

lité pour passer par-dessus la tête des grévistes afin d'engager des négociations sur des bases que désapprouveraient les travailleurs.

Pour l'instant, il n'y a pas de négociations en dehors de celle, tout à fait formelle, demandée par l'expert commis par le tribunal (voir l'article ci-joint).

Il est encore trop tôt pour juger de la politique de la direction. Au lendemain même du déclenchement de la grève, elle avait proposé une prime exceptionnelle de 150 F à condition que la grève cesse. Proposition dérisoire mais qui a renforcé la conviction des grévistes qu'ils peuvent faire céder le patron. Conviction d'autant plus forte qu'il y a du travail chez Chausson dont l'arrêt prolongé ne manquera pas de se répercuter sur la plupart des entreprises d'automobiles.

L'affrontement est en tout cas

DES ASSEMBLEES FRATERNELLES

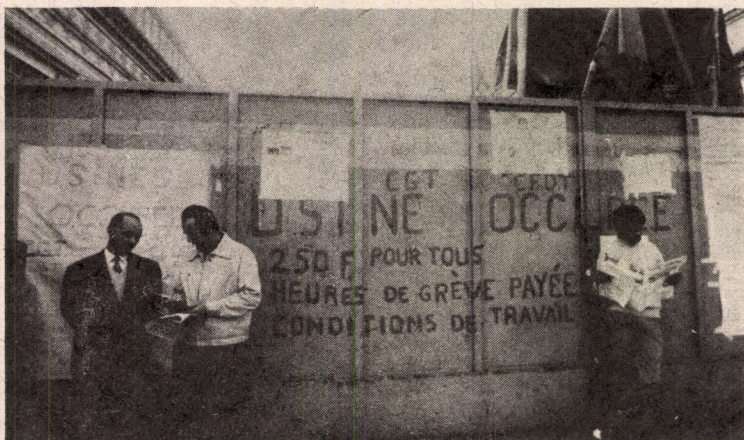
bel et bien engagé, et la grève s'organise et s'approfondit de jour en jour.

A « H » UN COMITE DE GREVE VIVANT

Mardi matin, à l'usine H de Gennevilliers, il y avait une centaine de nouveaux grévistes pour prendre leur carte de gréviste.

Le comité de grève de H a été élargi. Il a élu un président de

LA DERNIERE DU ZINZIN



Dans une lettre d'information envoyée au personnel, la direction prétendait qu'une minorité empêchait l'usine de tourner rond.

Un expert est venu mardi à Asnières pour le vérifier.

En fait de minorité, c'est à travers une foule de 600 travailleurs qu'il a dû se frayer un chemin. Une trentaine d'entre nous l'ont accompagné pour assister à la confrontation.

Malgré le cinéma de l'avocat de la direction, la demande d'évacuation du siège et des stocks par la direction — accueillie par des sourires — a été rejetée par l'expert.

Les faits parlaient d'eux-mêmes. L'expert les a entérinés : la « minorité » est une majorité ! Quant à la légitimité de la grève, même l'expert l'a reconnue.

DES GREVISTES AGRESSES

Dans la nuit du jeudi au vendredi 16 mai, des travailleurs qui occupaient la Carrière à Gennevilliers (c'est un des parkings où l'on gare les voitures terminées) ont été agressés par une bande armée de barres de fer.

Un travailleur a été blessé. La même bande a arraché les drapeaux rouges devant d'autres portes.

Dans cette même ville de Gennevilliers, des travailleurs émigrés sont victimes depuis plusieurs mois d'agressions nocturnes. Plusieurs ont essuyé des coups de feu.

Un travailleur marocain a été trouvé, il y a une quinzaine de jours, assassiné, le corps criblé de balles.

Il n'est pas difficile d'établir un lien entre les deux séries d'agressions. La même racaille raciste qui s'organise pour faire la chasse aux travailleurs émigrés, s'attaque aux occupants d'usines en grève.

C'est là le début du fascisme. Il est clair qu'il est vital pour tous les travailleurs de mettre hors d'état de nuire la racaille fasciste avant qu'il ne soit trop tard.

Les assemblées de grévistes que nous tenons chaque matin à l'intérieur de l'usine H se transforment parfois en véritables meetings. Des grévistes de toute nationalité non seulement donnent leur point de vue sur la grève mais dénoncent aussi

toutes les saloperies du bagne Chausson. Tout ce qu'on avait sur le cœur peut enfin être dit, grâce à la grève. L'ambiance est chaque fois très chaleureuse et les interventions les plus importantes sont traduites en quatre langues.



Lors de la fermeture des portes au début de la grève à Gennevilliers, un de nos chefs qui a une réputation de zinzin, Auger, a voulu nous en empêcher, à lui tout seul, en mettant son pied en travers de la porte...

même à G et cinq vice-présidents. Les groupes de travail du comité se sont élargis. Près d'une vingtaine de travailleurs se sont inscrits à la commission « Education » de H.

La première réunion du nouveau comité de grève de H faisait plaisir à voir. Il y avait une soixantaine de travailleurs, immigrés pour la plupart, stylos et papier en main, qui, pour une fois dans leur vie, pouvaient enfin décider de leur sort en organisant la grève.

Bien mal lui en a pris. Il est tombé à la renverse. Sa chaussure a bondi en l'air. Quelle rigolade !

Mais quoi, grands seigneurs, nous lui avons rendu sa godasse ; et on a bouclé la porte...

**CEGEDUR
(Issoire)**

GRÈVE ILLIMITÉE

Au début de la semaine dernière, la direction faisait savoir qu'elle recevrait les organisations syndicales le jeudi 15 mai pour discuter du conflit qui dure depuis cinq mois. Depuis le début de l'année, les travailleurs de la Cégedur d'Issoire mènent en effet une grève du poste du samedi matin pour le retour aux 40 heures.

Mais le jeudi 15 au matin, les travailleurs du service métallurgique se mettaient en grève, demandant une révision de leur classification. Et aussitôt, la direction faisait savoir qu'elle ne recevrait pas les syndicats tant que le travail n'aurait pas repris dans ce service.

Les travailleurs du service en grève refusaient de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction.

Placés devant le dilemme d'en passer par où le voulait la direction et de capituler devant ses exigences ou d'appeler aux travailleurs, après une longue discussion, les syndicats appelaient toute l'usine à débrayer.

L'équipe du matin débrayait à 100 % et une puissante délégation de 500 travailleurs montait devant les bureaux de la direction. L'ambiance était chaude et déjà on parlait de ne pas reprendre le travail.

Surpris par la combativité des travailleurs qui voulaient envahir les bureaux et séquestrer le patron, les responsables syndicaux expliquaient qu'il ne fallait pas brusquer les choses et qu'il fallait attendre une décision des trois équipes, convoquées en assemblée générale pour le lendemain à 8 heures.

Vendredi 16, 800 travailleurs étaient présents, même des ouvriers du poste de nuit. Après une nouvelle montée devant les bureaux, qui ne donnait rien, les travailleurs votaient la grève illimitée par 600 voix contre 53.

Au poste de l'après-midi, les piquets se mettaient en place. Les travailleurs d'Issoire sont décidés à aller jusqu'au bout.

Dans les entreprises

**EN
LUTTE**

MERCREDI 14 MAI

SALPA - Sainte - Maxence (Oise) : les ouvriers ont entamé l'occupation de leur entreprise pour s'opposer « à une menace de licenciement concernant 127 personnes sur un total de 452 salariés ».

JEUDI 15 MAI

GRANDS MOULINS DE PARIS : la production est bloquée, selon la CGT, à 65 % depuis lundi en raison d'une grève provoquée par la suppression d'une prime au rendement.

MERELLI - Witry-les-Reims : le personnel a décidé de se mettre en grève et d'occuper l'usine pour s'opposer à la décision de la direction de licencier trois cents des six cents salariés, dont soixante-dix-huit dans les plus brefs délais.

SNIAS - Déols : plusieurs centaines de grévistes ont envahi les quais de la gare de Châteauroux et contraint le Capitole à s'arrêter. Ils l'ont bloqué pendant quarante-cinq minutes. Tandis que des tracts étaient distribués aux voyageurs, un responsable syndical s'adressait à eux par la radio du train pour expliquer les motifs de leur action : la lutte des six cents salariés contre la fermeture de l'usine prévue pour le mois de juin 1976.

CONFECTION INDUSTRIELLE DU PAS-DE-CALAIS - Haisnes : la police est intervenue pour libérer le directeur administratif de l'entreprise, sequestré pour la seconde fois en trois jours par les ouvrières en grève qui occupent les locaux pour obtenir notamment la garantie de leur emploi.

ARSENAL DE BREST : trois à quatre mille ouvriers de l'arsenal ont manifesté dans les rues de la ville pour protester contre « les promesses non tenues du ministre de la Défense nationale concernant l'intégration des personnels temporaires et le remplacement des ouvriers partant en retraite ».

VENDREDI 16 MAI

ACIERIES ET LAMINOIRS DE BEAUTOR : grève de 48 heures à la suite de l'accident du travail qui a fait trois morts et onze blessés.

MARDI 20 MAI

PORCHER - Revin et Saint-Ouen : la grève qui touche 900 salariés sur les 2.380 des quatre usines dure depuis sept semaines. Les grévistes demandent que la semaine de travail que la direction a ramenée de 44 heures à 40 heures soit payée 44 heures jusqu'au mois de septembre 1976. Ils veulent également l'application de l'accord sur la pré-retraite avec 90 % du salaire, le treizième mois et un minimum mensuel de 1.500 F.

HOPITAUX PARISIENS :

Les spécialisés en lutte

DEPUIS plus de trois semaines, les spécialisés (laborantins, kinésithérapeutes, radios) des hôpitaux parisiens ont entamé une grève administrative. Leur action consiste principalement à ne pas remplir les fiches de Gamm, c'est-à-dire la codification par ordinateur des actes médicaux permettant à l'hôpital de se faire payer. De plus, certains services de radio ainsi que des kinésithérapeutes donnent des consultations gratuites tandis que quelques services, particulièrement ceux dont les patrons sont favorables au mouvement, réduisent les cadences

de travail en n'acceptant que les urgences.

Les spécialisés réclament :

— 250 F d'augmentation pour tous, intégrés au salaire de base,

— titularisation de tous les auxiliaires et contractuels,

— la retraite à 55 ans pour tous.

L'administration commence à organiser des manœuvres d'intimidation. Elle a demandé aux surveillantes de dénoncer les grévistes, ce que la plupart, d'ailleurs, ont refusé de faire. Elle vient aussi de rédiger une circulaire prévoyant des retenues de salaire se

montant à 1/200 du salaire mensuel par jour de grève (soit une heure de retenue). Mais le mouvement des spécialisés dure depuis 3 semaines

et ces tentatives d'intimidation risquent surtout de faire l'unanimité de tout le monde contre la direction.

Correspondant L.O.

A la Salpêtrière, les manœuvres de la CGT

A l'hôpital de la Salpêtrière, un comité de coordination des « spécialisés » (laborantin, kinésithérapeute, radio) en grève a été élu dès le départ en assemblée générale et a organisé les grévistes pour passer dans les services.

Pour le moment, comme dans presque tous les autres hôpitaux, le mouvement se limite à une grève administrative. Si la CFDT a soutenu le mouvement et l'a même lancé dans certains hôpitaux, la CGT, par contre, a été beaucoup plus réticente. A la Salpêtrière par exemple, elle a délibérément ignoré le mouvement depuis le début et a dénoncé le comité de coordination. Alors que ce dernier avait appelé le 14 mai à une assemblée de tout le personnel de l'hôpital pour que la lutte des spécialisés ne reste pas cantonnée à leur catégorie, la CGT organisa sur-le-champ des mini-assemblées par catégories, les unes après les autres, diffusant en même temps un tract injurieux qui appelait le personnel à ne pas se rendre à l'assemblée générale convoquée pour l'après-midi par le comité. Mais cette manœuvre échouait en partie, puisque cent cinquante personnes se retrouvaient à l'assemblée générale, dont une bonne moitié composée d'autres catégories que les spécialisés. La veille, la CGT s'était offert le ridicule d'appeler les spécialisés en grève depuis quinze jours... à une « grève de quarante-huit heures » ! Mieux valait tard que jamais. Mais quelles que soient les hésitations et les manœuvres de certains syndicats, les spécialisés tiennent bon, et huit jours plus tard, ils sont toujours en grève administrative.

A l'école d'infirmières de Montbéliard

FACE aux conditions d'études qui leur sont imposées pendant 28 mois (« formation tous azimuts », stages non rémunérés ayant pour conséquence, le plus souvent, des journées de dix ou onze heures, cours compris) les élèves de première année ont décidé de manifester leur indignation le vendredi 16 mai.

A la fin des cours, une cinquantaine d'élèves de première année (sur soixante-dix) et quelques autres de deuxième année, toutes vêtues de l'uniforme de rigueur, ont distribué un tract devant le centre hospitalier, dénonçant cette situa-

tion. Puis elles sont descendues manifester dans la rue. Banderole en tête, la manifestation s'est dirigée vers le siège de l'Est Républicain.

Les slogans (« Tout travail mérite salaire », « Simone, des sous », « On ne veut plus être les bouche-trous ») et le tract ont été bien accueillis par la population.

Même si la direction ne cède pas localement à la revendication « Un salaire identique à celui des aides-soignantes », cette lutte ne sera pas vaine, elle aura montré que nous n'acceptons pas de nous laisser faire.

"A votre bon cœur"

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Purpan de Toulouse

La direction de la Croix-Rouge a voulu obliger ses élèves à quêter le dimanche 4 mai au profit de la Croix-Rouge. En fait, seule une minorité d'élèves ont effectué cette quête,

les autres ayant refusé de prendre un quêtier.

Il est inadmissible de demander de l'argent aux travailleurs parce que l'Etat ne délivre pas assez de crédits.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

15 MAI

● Un mineur de 43 ans, père de trois enfants, a trouvé la mort à la fosse « Arenberg » à Wallers, près de Douai, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Il a été coincé entre la dernière berline d'un train et le montant d'une trémie de chargement. La poitrine écrasée, il est mort sur le coup.

● Trois ouvriers ont été tués et onze autres blessés — dont l'un très

On enterre l'enquête... d'autres risquent leur vie

Mercredi 30 avril, notre camarade Farcy a été assassiné par la SNCF sous le tunnel de Sainte-Catherine. Depuis, lorsque nous demandons ce qu'il en est des mesures prises par la SNCF pour qu'un tel accident ne puisse plus se reproduire, on nous répond qu'il faut attendre les résultats de l'enquête.

Mais en attendant, l'accident peut encore se reproduire. Combien de morts faut-il pour que la direction mette en place des moyens de sécurité efficaces ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Rouen Sotteville.)

grièvement — lors de l'explosion qui s'est produite dans un four Martin aux « Acieries et Laminaires de Beautor » dans l'Aisne. M. Leonardo Chiarelli, 53 ans, père de neuf enfants de 25 à 4 ans, M. José Reis, 50 ans, père de deux enfants, M. Ali Serbouche, 24 ans, père d'un enfant d'un mois et demi, ont été ensevelis sous quatre mètres cubes de scories et de briques portées à 1.200 degrés, et tués sur le coup.

Sans salaires depuis deux mois !

LENTREPRISE Chaumény-SO.CO.BAT. société SNBA, est en grève à 100 %. Les cinq cents travailleurs répartis sur les chantiers dans le Puy-de-Dôme et l'Allier, autour de Clermont et Vichy, ont cessé le travail depuis le 5 mai. Ils ne sont pas payés depuis le mois de mars.

Plus de quatre-vingts personnes se sont réunies à la Maison du Peuple le 12 mai. Les responsables syndicaux ont alors exposé les résultats de leur délégation à la préfecture :

— Chaumény va déposer son bilan.

— Les travailleurs licenciés bénéficieront de la garantie du salaire à 90 %.

« Mais — disaient les grévistes — ce que l'ont veut, c'est pas de licenciements. On demande à toucher notre salaire, les jours de grève payés, car nous ne sommes pas responsables de la situation ». Ceux de Vichy ont manifesté en promenant l'effigie de Bourachot, le patron de SO.CO.BAT., au bout d'une potence. Mardi 13, la CGT a organisé une manifestation pour accompagner les délégués qui devaient se faire recevoir par la direction au siège à Vichy. Ceux de Clermont iront en car.

Ils en ont assez d'être promenés de patron en préfet et de syndic en tribunaux pour ne rien voir venir.

Les travailleurs sont inquiets, la majorité d'entre eux sont émigrés, beaucoup ont une famille ; après deux mois sans salaire, sans fiche de paye, avec seulement deux acomptes, l'un de 400 F en mars et l'autre de 300 F en avril, comment vivre ?

Les travailleurs émigrés ne peuvent même pas payer le voyage pour rentrer chez eux. Comme ils le disent, « il faudra que ça craque ».

UN
GENOCIDE
EXEMPLAIRE

Il y a soixante ans, en avril 1915, commençait un des génocides les plus « parfaits » que l'histoire ait connus, un des plus « exemplaires », au point qu'il aurait inspiré Hitler : celui de la communauté arménienne de Turquie.

En l'espace de deux ans, 1.500.000 personnes, hommes, femmes et enfants, disparaissaient. Certains furent expéditivement massacrés dans leurs villages ou dans les quartiers de grandes villes comme Constantinople ; d'autres, la plupart, moururent le long des routes du désert d'Asie, de faim, de soif, de fatigue, à la suite de sévices ou tortures divers, au cours d'une longue et hallucinante déportation en masse vers les confins de l'actuelle Syrie.

Sous le prétexte de « déplacer » la population, les autorités turques, sous les gouvernements « Jeunes Turcs » d'Enver Pacha tout d'abord, puis de Kemal, avaient bel et bien décidé la déportation de toute la communauté arménienne vers la mort, son extermination pure et simple. Ils les réalisèrent sans que les grandes puissances « démocratiques » interviennent autrement que par quelques lamentations hypocrites.

Dans l'immense empire ottoman, les frictions entre communautés étaient une vieille histoire. Déjà, depuis des siècles, la cohabitation entre Turcs musulmans d'une part et Arméniens catholiques ou Grecs orthodoxes avait été jalonnée d'exactions et de massacres divers. Dans cet immense empire turc, les communautés minoritaires étaient opprimées et exploitées par les Turcs depuis des siècles et certaines vivaient, de façon toujours précaire, en marge de l'ensemble de la société. Mais pendant des siècles aussi, avant l'avènement de l'ère de l'impérialisme et des rivalités sanglantes entre les grandes puissances pour le partage du monde, un certain *modus vivendi* s'était instauré.

Au début du XX^e siècle, cet équilibre précaire était définitivement rom-

pu. Les autorités turques profitaient de la guerre pour en finir avec les problèmes que leur posait l'existence sur le sol de la Turquie de communautés différentes, qui aspiraient à affirmer leur identité nationale, leur langue, leurs coutumes, leur culture, leurs droits. Et, paradoxalement, c'est la nouvelle Turquie, celle des « Jeunes Turcs » qui se voulaient libéraux, voire « progressistes », qui paracheva l'œuvre d'extermination des minorités entamée par la vieille Turquie des sultans moyenâgeux et réactionnaires. Mais le paradoxe n'était que de surface. Le nationalisme exacerbé des « Jeunes Turcs » ne pouvait en effet s'accommoder de particularismes régionaux. Et la question fut définitivement réglée, de la façon la plus ex-

péditive qui soit, par l'extermination des peuples minoritaires. Et la jeune Turquie procéda avec les Arméniens comme avec les Grecs de Smyrne, comme la jeune Amérique avec les Indiens, comme le jeune Etat d'Israël avec les Palestiniens, en exterminant ou en rayant de la carte des communautés de milliers, voire de millions d'hommes.

C'est l'histoire de ce « génocide exemplaire » que retrace le livre plein d'intérêt de Jean-Marie Carzou, qui vient de paraître chez Flammarion.

Michelle VERDIER.

Arménie 1915, un génocide exemplaire de Jean-Marie Carzou - Flammarion - 29 F.

T
C
O
M
M
E
de
Claude
Picant
T
I
E
R
C
É

Ce livre, édité dans la même collection que *D... comme drogue* d'Alain Jaubert, est dû à la plume d'un journaliste de *l'Humanité*, Claude Picant. Il y décrit le milieu des courses, dont la tendance à se confondre avec le milieu tout court s'est encore accentuée ces dernières années. Il rappelle toutes les tricheries possibles (quand on a beaucoup d'argent et qu'on est prêt à utiliser les services de la pègre), depuis l'utilisation d'hommes de paille pour jouer, car le montant des paris pour un seul individu est limité, jusqu'aux pressions de toute sorte sur les jockeys, les entraîneurs ou les propriétaires pour fausser les résultats, en passant par le maquillage ou le dopage des chevaux. Bon nombre d'affaires ont été discrètement étouffées, mais d'autres, qui n'ont pu l'être entièrement, comme celle du prix « Bride Abattue », ont soulevé un coin du voile ces dernières années en France. Tout ceci est donc plus ou moins connu, mais Picant précise, donne des noms, démonte les différents mécanismes.

Il démonte en particulier celui du fonctionnement de la société du PMU elle-même. Les sociétés de courses et leur filiale, le PMU, sont des sociétés privées, mais dont les bénéfices, aux termes mêmes de la loi, devraient aller exclusivement, après déduction des gains des parieurs et des prélèvements de l'Etat, à des œuvres de bienfaisance ou à l'amélioration de la race chevaline. Chiffres à l'appui, Picant établit qu'en vingt ans

elles — c'est-à-dire ceux qui les dirigent — ont pu disposer de 500 milliards d'anciens francs dont on ne sait pas trop — même si on le devine — où ils sont passés.

Assez curieusement, après avoir égrené les exemples de toute sorte qui montrent que le monde des courses est pourri, Picant en arrive à la conclusion « qu'il n'est guère possible, au point où en est arrivée cette « institution » (le tiercé), de la supprimer. Mais il est certainement possible, et indispensable, de l'aménager ». Et de nous citer l'exemple de l'URSS, où les parieurs sont, paraît-il, mal vus et le nombre des chevaux pouvant être propriété d'un individu limité à trois.

Il manque un chapitre dans le livre de Picant, le plus important pourtant. Celui qui montrerait toute la fonction sociale d'aliénation et d'abrutissement de cette « institution » qui draine, paraît-il, 25 % du budget loisirs des Français, dont sept millions jouent régulièrement chaque semaine. L'idée est évoquée, mais juste effleurée, en passant. C'est un oubli bien curieux pour un journaliste de *l'Humanité*, donc qui se veut communiste. Un oubli qui l'amène à vouloir réformer. Ce qui est pourri est pourtant à jeter, non ?

J.M.

T... comme tiercé de Claude Picant - Ed. Alain Moreau - Prix 32 F.

FEUILLETON
ERNST GLAESER

copyright : éditions
bernard grasset

résumé

On est en Allemagne du Sud, dans la petite ville de Siebenwasser. Le parti nazi regroupe tous les algrs et les ambitieux. Jean-Gaspard Bäuerle, fortune faite aux USA, est rentré avec sa fille Irène dans sa patrie où il a acheté le domaine de Roche-Blanche.

Mais la montée du nazisme est de plus en plus inquiétante. Hans, le jeune stagiaire qu'aime Irène, a pris ses distances vis-à-vis des nazis.

Hans traverse la cour. La pluie tombe. Les gouttières bourdonnent. Lorsqu'il entre dans le hall, la Degerloch monte toute haletante l'escalier en spirale de la cuisine et lui jette sans un mot la lettre sur le petit guéridon à côté du porte-manteaux. Elle se retire d'un air curieux, reste dans le hall, se peigne. Hans ne lui fait pas le plaisir d'ouvrir la lettre tant qu'elle est là pour le voir. Il fait comme s'il ne voyait pas l'enveloppe. Plus tard seulement, lorsqu'elle a fini de brosse ses cheveux, il l'ouvre.

Vous avez à vous présenter cet après-midi à l'appartement du camarade de Parti docteur Kalahne, à quatre heures précises, aux fins de réception d'un communiqué.

Heil Hitler !

HUNGRIKH, Chef d'Etendard.

Hans déjeune. Une heure plus tard, il quitte Roche-Blanche. Irène a voulu le descendre avec la voiture, mais Hans estime que pour ce qui l'attend il vaut mieux aller à pied.

Il est deux heures lorsqu'il atteint la place de l'Hôtel de Ville. Autour de la fontaine, on enlève les éventaires. Cela sent le chrysanthème et le poisson d'eau douce. Du papier taché de sang traîne par terre parmi des navets et du poireau écrasé. Depuis des mois Hans n'a plus été à Siebenwasser. Le domaine m'a dévoré, pense-t-il ; tandis qu'il quitte le marché et va vers le café Adelmann. Par-dessus son uniforme de S.A., il porte l'un des imperméables anglais de Bäuerle. Il est tête nue. C'est contraire au règlement, mais il ne peut plus souffrir ces képis bruns en toile à voile depuis qu'il a l'habitude de travailler tête nue dans les champs.

LE DERNIER CIVIL

Au fond, c'est insensé : me voilà devant le café Adelmann comme autrefois, et je lorgne à travers les vitres comme autrefois, quand j'étais aux trousses d'une petite actrice. Mais malgré cela il traverse la terrasse, où l'on a enlevé les chaises et les tables, la pluie goutte des lampadaires et, sur les dalles de grès rouge, de petites mares s'arrondissent. Le café est vide. Il voit la peluche rouge et les miroirs dorés, il voit les bouteilles de liqueur vertes et jaunes rangées sur l'étagère du buffet et les grands sucriers de nickel.

Hans sursaute. Il s'est surpris à penser : si je rencontrais Kalahne maintenant, qui est un des habitués. Peut-être, en lui parlant avant ?... Il quitte aussitôt la terrasse et descend les larges marches qui mènent de la place à la nouvelle ville. Peur ? Voyons, je n'ai tout de même pas peur ! Il ouvre son manteau. La pluie a cessé. Derrière les tours de Saint-André, le ciel brille dans une petite déchirure d'une clarté métallique.

Hans entre dans la rue de la gare. De temps en temps il regarde les devantures. Appareils de radio, lorsqu'on a de la chance, ou une auto au capot soulevé, et des rubans de papier qui partent des différentes pièces pour aboutir à un schéma où on lit des explications, mais bientôt l'œil retombe sur l'ennui des saucissons amoncelés dans les vitrines des charcutiers, sur la faune des cartes postales, dans les papeteries, sur la littérature publicitaire des firmes de cigarettes. La morne table de multiplication de la vie moyenne règne sur la rue, depuis la tasse d'occasion, 45 pfennigs, jusqu'au smoking populaire des Galeries Hansa, à 57 marks.

Hans est mécontent. C'était une bêtise d'aller de si

(Suite page 18)

télévision

aux "DOSSIERS DE L'ECRAN": pour ou contre LES CENTRALES NUCLEAIRES?

Ce débat des Dossiers de l'écran avait été illustré par deux films. En effet la projection du documentaire de Claude Otzenberger, Les atomes nous veulent-ils du bien ?, retenu un an dans les tiroirs de la télévision française parce que jugé trop hostile à la politique gouvernementale, avait été précédée la veille par la diffusion d'un film défendant la thèse inverse : Les atomes nous veulent-ils du mal ?

On pourrait croire que dans ces conditions, après avoir vu deux films illustrant deux thèses contradictoires et avoir assisté à un débat réunissant une assistance nombreuse les téléspectateurs pourraient se faire plus facilement une opinion motivée sur le sujet. Mais le choix des personnalités participant à ce débat (d'un côté le directeur général de l'EDF, le délégué général au commissariat à l'Energie atomique, le directeur de la centrale de Fessenheim, pour défendre le programme nucléaire gouvernemental, et, du côté de la contestation, un professeur du Collège de France, le représentant du syndicat CFDT de l'énergie nucléaire, un professeur d'écologie et le responsable d'un mouvement écologiste) a limité la discussion à un plan technique (pour ou contre l'utilisation de l'énergie nucléaire), gommant presque complètement l'aspect politique du problème (pourquoi la politique actuelle en la matière ? A qui profite-t-elle ?).

Il est pourtant bien évident que si on se refuse à voir le sujet sous un angle politique, on ne peut qu'entrer dans une fausse discussion (du genre : vaut-il mieux arrêter la croissance économique, ou construire des centrales nucléaires ?) et ne rien

comprendre aux problèmes, comme ce professeur d'écologie pour qui la politique française en matière nucléaire prouvait que les hommes politiques avaient perdu le contact avec la réalité !

Eh bien non, les politiciens qui ont décidé le lancement du programme nucléaire actuel n'ont pas perdu le contact avec la réalité, ou du moins pas avec toutes les réalités. Il y en a au moins une qu'ils touchent de près : celle des affaires et des gros sous.

Et quand l'un des défenseurs du programme nucléaire français déplorait la « méfiance » systématique de certaines catégories de la population, semblant voir là une sorte de problème psychologique, il ne s'est trouvé personne pour lui répondre que cette population avait bien raison de ne faire aucune confiance aux représentants

des trusts et des banquiers pour développer une politique de l'énergie nucléaire qui aille vraiment dans le sens de l'intérêt général.

Le syndicat CGT de l'industrie nucléaire aurait peut-être eu quelque chose à dire sur ce sujet. Il avait demandé à être invité au débat. Cela lui a été refusé. Et cette mise à l'écart est assez significative de la volonté des réalisateurs de l'émission de dépolitisier le sujet.

Ce faisant, ils n'ont pas seulement réussi à présenter un débat aussi ennuyeux que long. Ils ont aussi contribué, à leur manière, sous prétexte de permettre au grand public de se faire une opinion, à voiler les vrais problèmes. Ils ont aussi contribué à la mystification officielle.

F.D.

UNE TRIBUNE pas si libre que ça

Un jeune conscrit du premier régiment de Spahis, stationné en Allemagne, devait intervenir le 20 mai, dans la Tribune Libre accordée aux Jeunesse Communistes sur la troisième chaîne. Il avait posé une permission, sans en cacher le motif. Cette permission avait été acceptée par son capitaine, puis par son colonel. Mais le ministre des Armées mit son veto.

Passant outre, muni d'une per-

mission réglementaire, ce militaire participait à l'émission... Son intervention figurait même dans le montage présenté à la direction des J.C.

Mais le jour de la diffusion, la séquence avait disparu. Censurée... au mépris des prétentions affirmées du régime et des organisateurs de la Tribune Libre.

La libéralisation, le droit de vote à 18 ans, du bidon, qui ne résiste pas à la réalité !

sélection de la semaine

SAMEDI 24 MAI

TF1 - 19 h 45 - La vie des animaux : **Les animaux d'Australie**.
ANTENNE 2 - 20 h 35 : Feuilleton : **Les Rosenberg ne doivent pas mourir**, adapté de la pièce d'Alain Decaux, réalisé par Stelio Lorenzi.

En juin 1950, les agents du FBI arrêtent un employé aux usines atomiques de Los Alamos. On découvre chez lui des papiers couverts de calculs. Il met en cause son beau-frère, Julius Rosenberg, qu'il accuse de lui avoir demandé de détourner des secrets atomiques pour les transmettre aux Soviétiques. Le procès de Julius et Ethel Rosenberg s'ouvre, en pleine guerre de Corée, dans un climat d'hystérie anticomuniste. Sans preuve, on les condamne à mort : ils sont communistes, Juifs de surcroît. Le maccarthysme impose sa sinistre loi. Malgré les manifestations et les interventions des personnalités les plus éminentes, les Rosenberg seront exécutés. Interprètes : Marie-José Nat et Gilles Segal. La deuxième partie de ce feuilleton sera programmée le 31 mai. A voir.

LUNDI 26 MAI

TF1 - 20 h 35 - Regard sur l'histoire. Film : **Untel, père et fils**, de Julien Duvivier, avec Raimu et Louis Jouvet. Histoire d'une famille de Français moyens dans les années 30. Conçu en 1939 comme une œuvre de propagande destinée à exalter les vertus du peuple français, le film montre des personnages qui vivent hors du temps, de l'histoire, de la politique. Cela ne va pas loin.

Débat : autour du centenaire de la III^e République. Les invités ne sont pas encore connus.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Magazine : **F, comme femme**. Ce nouveau magazine, qui aura lieu une fois par mois, se propose de parler des problèmes des femmes. Le titre : **Une femme, c'est quoi ?** Y participent notamment la sociologue Evelyn Sullerot, Gisèle Halimi, l'historien Claude Manceron. Cette émission posera-t-elle réellement les problèmes des femmes ou sera-t-elle simplement un « Elle » télévisé ? On attend.

MARDI 27 MAI

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Film : **Etat de siège**, de Costa-Gavras, avec Yves Montand. Ce film, inspiré de l'enlèvement et de l'exécution en 1970 à Montevideo de Dan Mitrione, agent de la CIA, par les Tupamaros, met au jour les agissements du gouvernement US et de son instrument, la CIA.

Débat : **La CIA en Amérique Latine**, avec la participation d'un ancien chef des opérations C'A en Amérique Latine, ainsi que celle de l'ancien ambassadeur du régime Allende à Pékin.

MERCREDI 28 MAI

FR3 - 20 h 30 - Film : **Freud, passions secrètes**, de John Huston, avec Montgomery Clift.

TF1 - 22 h 05 - Emission médicale de Pierre Desgraupes, Igor Barrère et Etienne Lalou : **Les traumatismes crâniens**.

JEUDI 29 MAI

TF1 - 21 h 45 - Des faits et des hommes : **Quelques lycéens d'aujourd'hui**. Quelques lycéens ont été interviewés...

VENDREDI 30 MAI

ANTENNE 2 - 21 h 40 - **Apostrophes** reçoit l'écrivain américain Vladimir Nabokov.

ANTENNE 2 - 22 h 55 - Ciné-Club : **Le dahlia bleu**, un film policier de Georges Marshal, avec Alain Ladd et Veronica Lake. d'après un scénario de Chandler.

FEUILLETON

bonne heure à Siebenwasser. Il a encore deux heures de temps, et c'est, pour un paysan comme lui, une éternité. Oui, il le sent nettement, il est devenu un paysan. Il le remarque très bien à la façon dont il regarde le bric-à-brac des vitrines. A quoi bon tout ce bazar, pense-t-il. Sommes-nous des nègres ?

Sur la place de la gare, il s'arrête. La pluie recommence à tomber et les gens qui passent près de lui se heurtent de leurs parapluies. Hans regarde l'horloge. Encore une heure et quarante minutes. J'ai dû être salement énervé pour descendre si tôt. Il réfléchit à ce qu'il doit faire. Le mieux est encore d'aller chez la mère Döring et de dessiner quelques bonshommes sur un papier. C'est bête ! En haut dans la forêt il y a des racines à faire sauter et il flâne ici dans ces rues idiotes...

N'est-ce pas Kellenberger qui vient de passer ? Bien sûr... Et il fait comme s'il ne me connaissait pas. Avec cela, c'est moi qui l'ai amené dans la S.A., il y a deux ans, peu après le bachot.

« Hé, Henri ! »

Kellenberger continue son chemin, tout droit vers la gare, il a de l'allure dans son uniforme, mais sur le terrain il a souvent mal au cœur.

« Henri ! »

Hans fait quelques pas derrière Kellenberger et crie encore une fois. Le jeune S.A. va plus vite, on voit très bien qu'il se hâte. Il ne manquerait plus que cela... Il ne salue pas son camarade et chef d'escouade et maintenant il fait comme s'il avait du plomb dans les oreilles.

Hans se met à courir. Il court à travers la place. Et il le rattrape sur le perron.

« Heil Hitler ! » dit Hans et il retient Kellenberger par la manche. Celui-ci le remarque à peine et veut conti-

nuer. En effet, il arrive à monter quelques marches, mais alors Hans lui coupe le chemin et il faut bien qu'il le voie.

« Tu es sans doute aveugle et sourd ? » dit Hans, mais déjà il sent sa gorge devenir sèche ; il sait plus qu'il ne pensait savoir.

Kellenberger a une figure pâle et des cheveux roux. Ses yeux, derrière ses lunettes d'or, sont d'un bleu fade et dilué.

« Alors, tu ne me connais plus du tout ? Hein ? » Hans rit, mais voilà Kellenberger qui prend une figure toute malheureuse. « Ecoute », dit-il dans un souffle, « laisse-moi donc... si quelqu'un le voyait... cela me fait de la peine, tu sais... mais... »

« Si quelqu'un voyait quoi ? » crie Hans, ils sont maintenant sous la voûte et Kellenberger jette autour de lui des regards apeurés. « Que je te parle », chuchote-t-il dans la pénombre des guichets.

Hans a dû devenir terriblement pâle, car maintenant le Kellenberger le prend par le bras.

« Je n'y peux vraiment rien, Hans, et je n'oublie pas que tu as été gentil pour moi à l'école... et comme chef d'escouade... mais tout ça, tout ce que nous pensons personnellement, c'est de la crotte, tu le sais bien ! et si je te dis que beaucoup de camarades sont de ton côté, ça ne te servira à rien non plus. Ecoute... tu ne peux plus vivre de cela... C'est fini avec toi... Aucun de nous n'a plus le droit de te connaître... Hier soir, à l'appel, Hungrich l'a annoncé. Celui qui sera vu avec toi, tu entends, sera fichu dehors. »

Kellenberger aux lunettes en doublé et aux cheveux roux, fils d'un avocat, étudiant en droit à l'Alma mater de Heidelberg, n'est pas effrayé lorsque Hans, soudain,

crache par terre, crache en plein sur les belles dalles cimentées, non, il n'en est pas du tout indigné, oh ! pas du tout, il est seulement content que Hans s'en aille, il est diablement content même si ce pauvre Hans fait le fier. Surtout ne pas être remarqué, pense Kellenberger. Et il a un soupir de soulagement lorsque Hans disparaît derrière la porte de la salle d'attente.

Kalahne longe le quai. La pluie s'abat en travers du fleuve et cache de ses voiles le sommet des collines. Les tours de Saint-André sonnent trois heures.

Le Docteur vient de passer deux heures chez l'industriel Weber. Dix autres fabricants étaient venus des environs pour écouter la petite conférence de Kalahne. « Confidentielle et en toute intimité », portaient les cartes d'invitation. C'était une sorte de concile qu'organisait Kalahne. Weber avait tout arrangé. Depuis les élections de septembre, il était membre du Parti. Pour le moment, il ne le montrait pas publiquement, et se contentait de versements de fonds assez impressionnants.

Oh ! il n'avait pas été difficile de s'entendre avec ces messieurs. Tout d'abord, il est vrai, ils s'étaient renseignés avec beaucoup de vivacité sur la rupture de l'« esclavage des taux d'intérêts », et s'étaient en particulier montrés fort curieux du projet de nationalisation, qui était aussi dans le programme. Mais lorsque Kalahne leur déclara que ces formules n'étaient que des attrape-nigauds pour les petits-bourgeois, alors ils étaient devenus tous tranquilles et avaient suivi ses phrases comme des chevreuils apprivoisés qui flairent le sucre. Le docteur leur avait déclaré catégoriquement que, comme national-socialiste, il n'éprouvait plus aucune espèce de sentiment devant des mots comme capitalisme, prolé-

cinéma

LES ORDRES de Michel Brault

Au Canada, quand le vernis démocratique craque

En une seule journée, dans l'une des plus démocratiques des démocraties occidentales, le Canada, des rafles policières massives et soudaines, jetant en prison des innocents dans l'arbitraire le plus total, c'est possible. C'est ce qui s'est passé en 1970 au Québec. A la suite de l'enlèvement d'un diplomate et d'un ministre, le Parlement fédéral vota une loi d'exception proclamant l'état de guerre et donnant tous les pouvoirs à l'armée et à la police. Désormais, on pouvait fouiller les maisons particulières sans mandat de perquisition, arrêter sans inculpation, sans explication. « Ce sont les ordres ». Quatre cent cinquante citoyens furent ainsi arrachés brutalement à leur famille, jetés en prison pour une ou deux semaines.

Le film est une suite de témoignages de quelques victimes de cette rafle. Parmi eux, un syndicaliste et sa femme, un médecin socialiste installé dans un quartier populaire, une assistante sociale combative, un chômeur. Autant de gens dont l'engagement politique n'allait pas très loin, mais qui étaient des citoyens honnêtes, refusant l'injustice et la passivité dans leur vie professionnelle.

Leur épreuve, en elle-même, fut relativement banale. Ces simples citoyens ne subirent que le sort réservé quotidiennement à n'importe quel justiciable : brutalité de l'arrestation, humiliation de la fouille à la prison, angoisse, incertitude qui envahissent les victimes ; ruses lamenta-

bles et sadiques des gardiens qui simulent une condamnation à mort et une exécution ; mépris de la personne humaine en général. Ces traitements « ordinaires » sont ressentis avec désespoir et panique par des gens qui n'y étaient préparés en aucune manière et qui étaient les premiers à croire aux vertus démocratiques de leur pays.

La mauvaise plaisanterie ne dura que

deux semaines environ. Mais elle montra à quel point le vernis démocratique de l'Etat bourgeois est fragile.

C'est ce qui ressort éloquentement du film de Michel Brault, qui fait revivre l'épreuve subie par les témoins avec beaucoup de sobriété et d'émotion.

H.C.

Aux cinémas La Clef 5°, Odéon 6°, Marbeuf 8°, 14-Juillet 11°.

Le vent de la violence Ralph Nelson

Un western sud-africain... série B

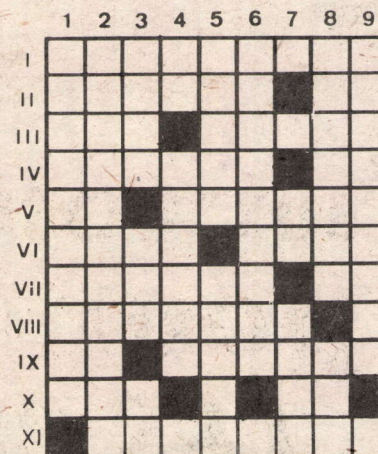
Un nationaliste noir d'Afrique du Sud, à peine libéré de prison, est aussitôt en butte à une provocation policière. Il tente d'échapper à la police en compagnie d'un ingénieur anglais blanc qui regrette de s'être fourvoyé par hasard dans cette aventure. Mais ce thème est avant tout destiné à l'affiche publicitaire.

N'allez surtout pas chercher quoi

que ce soit sur l'apartheid ou sur la lutte des Noirs d'Afrique du Sud dans ce film. Il ne s'agit en réalité que d'une course-poursuite en voiture, en avion, en hélicoptère, où les personnages à la psychologie simplifiée semblent échappés d'un western de seconde catégorie.

H.C.

mots croisés



HORIZONTALEMENT. — 1. Permet à tout le monde d'entrer dans la danse. — 2. Province algérienne - Moitié de deux. — 3. Poste périphérique - Soutiens. — 4. Attrape-gos - Possessif. — 5. A moitié bref - Léger. — 6. Le vide - Instrument à percussion. — 7. Couchée sur du papier - Pronom. — 8. Electricien allemand. — 9. Direction - En plus. — 10. Légumineuse - Il en dit des choses ! XI. Pour tourner (pluriel).

VERTICALEMENT. — 1. Lieu de défense et prison. — 2. Mettent le feu aux poudres. — 3. Grogne - Epique - Pour un Italien qui consent. — 4. Durée d'une révolution - Fait renaître. — 5. Fille de son frère - Ecrit. — 6. Pour nettoyer. — 7. Il lui est arrivé un coup vache - A l'envers ; font mal aux pieds. — 8. Brillant doucement - Il sait ce qu'il veut, même s'il ne sait pas grand-chose d'autre. — 9. Ils sont aux limites de l'épuisement.

Solution du problème précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	E	S	T	I	A	L	I	T
II	I	S	R	A	E	L	I	T	E
III	E	P	I	C	L	E	V	I	S
IV	L	E	S	I	N	E	N	O	
V	O	R	T	A	R	E	T	R	
VI	R	A	M	E	S	T	U	E	
VII	U	N	E	A	I	R	U		
VIII	S	C	H	I	L	L	I	N	G
IX	S	E	U	L	E	S	E	U	E
X	E	L	E	S	I	S	I	S	

à voir

KAFR KASSEM

de Borhan Alaqouiyé

L'histoire d'un odieux massacre perpétré de sang-froid par l'armée israélienne contre ce village arabe en 1956.

Saint-Séverin (5°) - 14-Juillet (11°) - Olympic-Entrepôt (14°).

DUPONT LAJOIE

d'Yves Boisset

Le racisme ordinaire quand il devient meurtrier. Un film à voir et à faire voir.

Palais des Glaces (10°) - Avron (20°) - Météor (19°).

LE BOUGNOULE

de David Moosmann

Une tranche de la vie d'un travailleur émigré. Un nouveau témoignage contre le racisme. Studio de la Harpe (5°).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE

de Stanley Kubrick

Interdit en France depuis 1957, il relate comment trois soldats français furent fusillés « pour l'exemple », pour re-

donner du cœur aux troupes ! Un très beau film à voir absolument.

Templiers (3°) - Quintette (5°).

MISTER BROWN

de Roger Andrieux

Un Noir du Sud des Etats-Unis entreprend de monter une boulangerie. Il échouera... L'univers capitaliste n'est pas tendre aux pauvres, et surtout aux Etats-Unis, quand ils sont Noirs.

Studio Christine (6°).

SECTION SPECIALE

de Costa Gavras

Un film qui dissipe les illusions de certains sur l'indépendance de la justice à l'égard de l'exécutif.

Saint-Germain - Village (6°) - Danton (6°) - Gaumont-Colisée (8°) - Français (9°) - Fauvette (13°) - Montparnasse - Pathé (14°) - Gaumont Sud (14°) - Wepler-Pathé (18°) - Nation (12°).

LE CŒUR ET L'ESPRIT

de Peter Davis

et Berr Schneider

Documents et témoignages sur les vingt ans de la sale guerre du Vietnam. Un hommage au courage et à la dignité des combattants vietnamiens.

St-Germain-Huchette (5°) - Hautefeuille (6°) - Elysées Lincoln (8°).

FRANKENSTEIN JUNIOR

de Mel Brooks

Un pastiche du film d'horreur.

Monstrueusement drôle... Rex (2°) - Quartier Latin (5°) - Quintette (5°) - Elysées Lincoln (8°) - Madeleine (8°) - Marignan (8°) - Montparnasse Pathe 74 (14°) - Cambonne (15°) - Victor-Hugo (16°) - Clichy Pathé (18°) - Gambetta (20°).

SPECIALE PREMIERE

de Billy Wilder

Une satire bien menée de la presse à sensation. Marignan (8°).

FEUILLETON

tariat, plus-value, bénéfices, et que ces fantômes d'un monde dépassé le faisaient même rire. L'économie, cette idole barbare, avait assez longtemps joué le premier rôle dans l'Etat. Ces messieurs ne devaient pas le prendre en mal si le nouveau mouvement se détournait autant que possible des problèmes économiques. Le mouvement ne s'intéressait pas à des choses matérielles, il s'agissait pour lui d'une transformation spirituelle de l'homme allemand. L'individu économique du siècle dernier serait remplacé par l'homme-soldat, formé selon les lois de l'honneur et du sang, et non pas calqué sur le schéma de la propriété. On travaillerait par tous les moyens à déraciner l'esprit matérialiste chez les Allemands. Le mouvement rejetait toute expérience sociale, il exigeait simplement que chacun fasse son devoir, qu'il fût patron ou ouvrier. La grande communauté nationale qu'il créerait reposait sur les lois de l'esprit du soldat, sur les vertus prussiennes de l'honneur et de l'obéissance et si ces messieurs étaient prêts à mettre leurs forces au service du royaume naissant, Kalahne pouvait leur assurer que le mouvement s'en souviendrait le jour de la prise du pouvoir.

Le chèque que les industriels avaient, comme Weber le faisait si finement remarquer, déposé sur l'autel de l'avenir allemand, était de 10.000 marks. Kalahne l'avait dans son portefeuille. Il était vraiment grand temps. La dernière campagne électorale avait laissé 8.000 marks de dettes et l'imprimerie menaçait de porter plainte. Kalahne rit. Que lui importait si ces messieurs, parmi café et liqueurs, se berçaient dans l'illusion qu'ils s'étaient achetée par leurs dix billets la reconnaissance du parti. Ils avaient payé par peur du communisme. Oh ! c'était une excellente source de revenus, ce grotesque commu-

nisme allemand. Un vrai bonheur que ces gaillards-là crient si fort dans leurs réunions, un bonheur de voir monter leurs voix aux élections. Chaque voix communiste nouvelle triplait l'importance du Parti et les industriels payaient comme le faisaient autrefois les braves bourgeois des villes, lorsqu'ils achetaient des mercenaires pour défendre leurs boutiques. Oh ! il fallait encore les affermir dans leur façon de voir. La peur du bourgeois est un bon oreiller et lorsqu'il s'imaginera avoir sauvé ses sous, il nous donnera volontiers l'Etat, la puissance politique dont il ne sait que faire. « Pas d'expérience sociale ! Pas d'immixtion dans l'économie privée ! » Fort bien, messieurs, on vous accorde cela, mais tout le reste nous appartiendra, la puissance officielle, le pouvoir exécutif, l'école et, avant tout, la jeunesse.

Kalahne s'arrête. Un tram ferraille par-dessus le pont. Le watman fait un signe imperceptible à Kalahne. C'est un de ses surveillants secrets du dépôt municipal. Kalahne traverse le fleuve vers la vieille ville. Il oublie les figures des industriels. Autre chose le préoccupe. Dans quarante minutes, le cas-Diefenbach se décidera. Domage pour le gosse, pense Kalahne. Il atteint sa maison, on a téléphoné douze fois, dit sa propriétaire et elle lui tend un papier où elle a marqué les noms. Kalahne parcourt rapidement la feuille. Travail quotidien, rien d'extraordinaire, rien que la nécessaire petite besogne de tous les jours. Il enlève son manteau, s'assied à sa table, et sort le dossier de son tiroir.

C'est une désagréable affaire. Il préfère saboter dix réunions marxistes, il préfère passer deux heures à rassurer les industriels. Pourquoi n'a-t-on pas laissé cette affaire se perdre dans l'oubli, en congédiant ce garçon sans éclat. Il n'appartenait quand même plus au mou-

vement. La jeune fille l'a pris. Il n'avait plus qu'à disparaître dans la foule anonyme. Mais non, Dern exigeait cette tête. Et cette mère qui était venue trois fois chez Kalahne. Maudissant sa couvée, une Hérodiasse petite-bourgeoise, une Médée de bureau de poste. C'était à vomir, mais que pouvait faire Kalahne ? Il ne pouvait pas sauver ce jeune homme. Le prestige de Dern était trop dangereusement compromis et, pour la masse, Dern était le parti. Aussi l'affaire était allée à Munich et maintenant la décision était revenue. Comme on pouvait s'y attendre : dégradation et expulsion. Kalahne tourne les feuillets, il ne ressent pas de pitié pour Diefenbach et ce qui peut advenir de ce garçon lui est indifférent. Le Parti n'est pas un établissement de thérapie psychologique et l'arrière-plan humain de cette affaire n'a aucun intérêt pour le mouvement. Et pourtant Kalahne a espéré pendant tous ces jours que la décision serait moins dure. C'était un sentiment insensé qui le tenaillait : parfois, lorsqu'il réfléchissait tout à fait tranquillement, il se sentait solidaire avec ce Diefenbach. Des Vestiges humanitaires du temps de ses études, évidemment. Il chassait ces pensées comme des mouches agaçantes. Mais elles revenaient toujours le tourmenter et en ce moment justement, où il relisait le langage dur du tribunal du Parti et ensuite la lettre que lui avait écrite Gerhart Träger, l'idée qu'il était nécessaire de sacrifier ce garçon l'oppressait. N'avait-il pas agi selon un sentiment honnête ? Non, se rabroue Kalahne, il a nui au Parti, il a donc agi malhonnêtement. Assez ! Sornettes ! Charabia humanitaire ! Il prend la lettre de l'officier. Voilà la solution, douloureuse, tragique, mais conforme à la logique.

(à suivre)

Aux élections législatives partielles, dans la sixième circonscription de la Seine-Maritime

Abdel Krim BEN LAHOSSINE
candidat de
Lutte Ouvrière

LE 8 juin, les habitants de la sixième circonscription de la Seine-Maritime auront à élire un député, le député UDR Georges ayant démissionné pour raisons de santé.

Lutte Ouvrière présente dans ces élections la candidature d'un travailleur révolutionnaire, Abdel Krim Ben Lahoussine, 23 ans, OS sur chaîne à Renault-Cléon. Elle le fait pour la même raison qu'elle présente Chantal Cauquil aux élections partielles qui ont lieu dimanche prochain 25 mai à Castres : pour que les travailleurs aient une autre possibilité que celle de choisir entre ceux qui défendent l'ordre social existant et ceux qui, en se contentant d'en

critiquer certains aspects, l'acceptent en fait.

Dans sa campagne électorale, Abdel Krim Ben Lahoussine s'adressera à tous ceux qui vivent de leur travail. Aux travailleurs eux-mêmes, à qui le gouvernement et les patrons veulent faire payer la crise (dans la seule ville du Havre les statistiques officielles déclarent 6.000 sans emploi). Il s'adressera aux petits paysans, aux marins-pêcheurs qui n'arrivent plus à vivre du produit de leur travail.

Sa candidature permettra à toute la population laborieuse de cette circonscription de montrer son hostilité aux représentants du régime en place, qu'il s'agisse de

Rufenacht qui se réclame de Chirac ou de Olivier qui se réclame de Giscard. Mais il lui permettra aussi d'exprimer sa conviction que la solution à la crise pour les petites gens n'est pas non plus dans les vagues et insuffisantes promesses du Programme Commun.

Tous ceux qui pensent qu'une société qui est incapable de faire disparaître le chômage et la misère doit être remplacée, tous ceux qui pensent que la seule solution est la prise en main par les producteurs eux-mêmes de la conduite des affaires du pays, pourront le dire le dimanche 8 juin en votant pour Abdel Krim Ben Lahoussine et sa suppléante Héléne Chatroussat.

UN AN de POUVOIR GISCARDIEN : les jeunes ont le droit de vote mais pas de travail

QUEL battage pour fêter le premier anniversaire de la présidence de Giscard. A croire que lui-même n'en revient pas d'avoir tenu aussi longtemps.

La joie du président de la République est telle que, lui qui a pris l'habitude de se faire inviter régulièrement chez ses concitoyens, est pour une fois celui qui invite. Et il n'y a pas été avec le dos de la cuiller : toute une commune d'un seul coup, celle de Ringeldorf, qui avait voté à 100 % pour lui en mai dernier. Il est vrai qu'il n'y avait qu'une cinquantaine d'électeurs.

Giscard a trouvé son style. C'est d'ailleurs tout ce qu'il a trouvé.

On nous vante la série de réformes mises en application ou du moins sur le chantier depuis un an : majorité à 18 ans, libéralisation de l'avortement, du divorce, par exemple.

Ce sont là des réformes qui, même si elles ne changent rien de fondamental à la société, permettent de lever un certain nombre d'entraves qui pesaient sur la vie quotidienne des Français. Mais ce sont surtout des réformes qui étaient de plus en plus indispensables de plus en plus revendiquées et, au fond, probablement des réformes que n'importe quel président aurait dû accomplir. Giscard, en la circonstance, ne peut passer pour libéral que parce que ses

prédécesseurs s'étaient refusés à rendre légal dans ce pays ce qui l'était déjà dans de nombreux autres et ce qui est de toute manière imposé par l'évolution des mœurs.

Mais c'est en pleine crise que Giscard fête le premier anniversaire de sa présidence. Aujourd'hui en France, il y a officiellement 750.000 chômeurs, mais en fait au moins un million. Et tout le monde s'accorde pour envisager que, avec la fin de l'année scolaire et l'arrivée d'une classe de jeunes sur le marché du travail, ce nombre va augmenter, peut-être même passer à près d'un million et demi en septembre.

Ainsi, au bout d'un an de giscardisme, les jeunes peuvent voter mais ils sont chômeurs, les femmes sont libres d'être mère ou de ne pas l'être, mais elles ont tout à craindre pour leur avenir et celui des enfants qu'elles décideraient de mettre au monde et dans quelques semaines elles seront peut-être plus libres de se séparer d'un mari dont elles ne veulent plus, mais elles seront maintenues au foyer parce qu'elles ne pourront pas trouver de travail.

Oui, Giscard est un libéral. Car c'est bien ça le libéralisme bourgeois : des libertés formelles qui masquent une réalité qui les annule.

Jacques MORAND.

le monde à l'envers

A Saint-Michel-sur-Orge (Essonne), la municipalité communiste a inauguré le 8 mai une rue... Charles-De-Gaulle. Par contre, le conseiller général UDR du canton avait appelé à boycotter cette manifestation.

Un gaulliste boycottant l'inauguration d'une rue portant le nom de

Le Parti Communiste Français défenseur des libertés et de la propriété privée

LE Parti Communiste Français a rendu public son projet de « charte des libertés ». Ainsi, devançant le Parti Socialiste qui de son côté avait promis d'élaborer lui aussi une charte sur ce sujet, le Parti Communiste Français lance spectaculairement sa profession de foi démocratique.

On trouve dans ce long texte des propositions qui figuraient déjà dans le « Programme Commun », mais aussi parfois des propositions nouvelles qui vont plus loin que le Parti Communiste Français n'avait l'habitude d'aller.

C'est ainsi par exemple qu'il se prononce dans son document pour l'abolition de la peine de mort, ou qu'il réclame la suppression des Tribunaux Permanents des Forces Armées. C'est ainsi encore qu'il revendique que les étrangers résidant en France jouissent des libertés publiques et bénéficient de droits économiques, sociaux, culturels égaux à ceux dont bénéficient les ressortissants français. Mais il ne va pas toutefois jusqu'à réclamer pour eux les mêmes droits politiques que pour les Français.

L'ensemble de la presse a remarqué dans les propositions du Parti Communiste Français une volonté de se démarquer de l'URSS. Et en effet un certain nombre de propositions peuvent justifier une telle interprétation.

Mais ce qui détermine l'attitude du Parti Communiste, ce n'est pas tant la volonté de marquer ses distances par rapport à Moscou que celle de rassurer l'électorat

qu'il veut gagner sur sa droite.

Rassurant, le Parti Communiste l'est amplement pour ces électeurs-là. C'est ainsi qu'il proclame que la propriété privée sera garantie... « Nul ne saurait être exproprié si ce n'est pour une cause d'utilité publique légalement constatée et sous les conditions d'une juste et préalable indemnité ». Voilà qui est clair et qui a de quoi satisfaire les Radicaux de gauche et autres capitalistes « de gauche ».

Quant aux proclamations destinées au public actuel du Parti Communiste et allant dans le sens d'un « approfondissement de la démocratie », comme dirait Marchais, elles ne peuvent que rester lettre morte, même si l'Union de la Gauche accédait au pouvoir — en admettant alors qu'elle tienne les promesses faites, ce qui est loin d'être certain. Car il ne suffit pas de proclamer de grands principes. Dans le cadre du système capitaliste, la démocratie ne peut que rester formelle. Les libertés resteraient tout aussi formelles si l'on introduisait le projet du Parti Communiste en préambule à la Constitution. Car que signifie plus de droits démocratiques, si ce sont les flics, les juges, les militaires actuels qui seront demain toujours chargés d'en assurer l'application ? Or le Parti Communiste se garde bien de remettre en cause la police, l'armée et l'appareil judiciaire. Cela marque les limites de son projet : celles d'une déclaration sans portée pratique, et purement électorale.

Jean-Pierre VALI.

celui dont il se réclame parce que ce sont les communistes qui sont les auteurs de la décision, cela peut paraître amusant. Mais ce n'est pas comme cela que l'ont pris les dirigeants locaux du PCF. Ils se sont vigoureusement indignés, en ont appelé aux « vrais » gaullistes et ont lancé par l'en-

tremise du maire un appel pour que « tous ceux qui surent s'unir hier sachent le faire aujourd'hui ».

On prête maintenant l'intention au conseiller général UDR d'inaugurer une rue Maurie-Thorez. Aux dernières nouvelles, le PCF boycotterait la manifestation...

Chirac a reçu à St-Amand l'accueil qu'il méritait

Le 11 mai, Saint-Amand recevait Chirac venu présider le congrès départemental de l'UDR et inaugurer une maison de jeunes. Après Pompidou en 1967 et Messmer en 1973, c'est le troisième Premier ministre qui fait le déplacement. C'est le troisième qui vient multiplier les promesses sur le plein emploi, le développement économique, etc.

Mais la situation à Saint-Amand et dans la région est tout autre que celle que l'on nous promet. Depuis longtemps, Saint-Amand connaissait les bas salaires. Elle connaît aujourd'hui le chômage : réductions d'horaire dans les bijouteries, la confection, à la SOCAR, chez Bussière, avec menaces de licenciements dans cette dernière entreprise, fermeture d'une entreprise de confection, etc. Sans



compter tous les problèmes d'emploi qui se posent dans la région (SNIAS à Châteauroux, Rosières à St-Florent, Case à Vierzon...).

Aussi, à l'appel de l'UD-CGT, les travailleurs de la région ont réservé à Chirac un accueil à la mesure de sa politique. C'est plus de 800 travailleurs qui ont manifesté dans les rues de St-Amand aux cris de « Chirac, pas de promesses, du travail ». « Chirac : baratin ; Papon : assassin » (rappelant la responsabilité de Papon, député UDR du Cher, dans la mort de huit manifestants à Charonne en février 1962 alors qu'il était préfet de police).

Pendant environ deux heures de défilé, les manifestants ont ainsi montré à Chirac et à Papon qu'ils n'étaient pas dupes de leurs promesses.